

La recherche, la rédaction et la production de l'édition du centenaire du guide de visite à pied et en voiture des lieux phares de la Grève générale de Winnipeg de 1919 ont été réalisées par Nolan Reilly et Sharon Reilly. Ce guide a été financé par la Manitoba Federation of Labour. Un financement supplémentaire a été fourni par Sport, Culture et Patrimoine du Manitoba et KKP Design & Print.

La première édition de ce guide a été publiée en 1986 grâce à une subvention du ministère de la Culture, du Patrimoine et des Loisirs du Manitoba. La deuxième édition a été publiée en 1994 par le Manitoba Labour Education Centre en collaboration avec le ministère de la Culture, du Patrimoine et de la Citoyenneté.

Il est interdit de reproduire cette publication sous quelque forme que ce soit sans autorisation.

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Titre : Grève générale de Winnipeg de 1919 : guide de visite à pied et en voiture / Nolan Reilly, Sharon Reilly.

Noms : Reilly, Nolan, 1949-, auteur. | Reilly, Sharon M., auteure. | Berkowski, Gerry E., 1954-1919 the Winnipeg general strike | Manitoba Federation of Labour, organisme de publication.

Description : Édition du 100e anniversaire. | Édition antérieure rédigée par Gerry E. Berkowski et Nolan Reilly. | Comprend des références bibliographiques.

Identifiants : Canadiana 2019008071X | ISBN 9781989487006 (couverture souple)

Vedettes-matière : RVM : Grève générale, Winnipeg, Manitoba, 1919 | RVM : Immeubles historiques—Manitoba—Winnipeg. | RVM : Winnipeg (Manitoba)—Guide de visite.

Classification : LCC HD5330.W56 R45 2019 | CDD 331.892/509712743—dc23

Conception : Stephanie Whitehouse

Travail éditorial : Paula Kelly

Impression : KKP Design & Print



Manitoba
Federation
of Labour

UNIVERSITY OF MANITOBA
LIBRARY

GRÈVE GÉNÉRALE DE WINNIPEG DE 1919

Guide de visite à pied et en voiture
ÉDITION DU CENTIÈME ANNIVERSAIRE

Nolan Reilly et
Sharon Reilly



- a. Grève des cheminots des tramways, 1906
Western Canada Pictorial Index Collection
- b. Grévistes juifs de la compagnie Scotland Woolen Mills, réunis au parc St. John's à Winnipeg en 906
Archives du Manitoba, Collection 401 de la Jewish Historical Society
- c. Personnel du premier journal syndical de Winnipeg, partisan des causes de la « réforme ouvrière et sociale », v. 1897
Archives du Manitoba

Une introduction à la Grève générale de Winnipeg de 1919

Au Canada au printemps de 1919, tous les yeux sont rivés sur la ville de Winnipeg. Le Conseil des métiers et du travail de Winnipeg (CMTW), une organisation militante, y poursuit une grève générale massive de solidarité qui mobilise plus de 12 000 travailleurs syndiqués. Mais il s'agit également d'une grève civique et un plus grand nombre de femmes et d'hommes non syndiqués se joignent aussi à la lutte. Environ 35 000 travailleurs appuient le CMTW. Avec les membres de leurs familles, ils représentent plus de la moitié des 175 000 résidents de la ville. Ils proviennent des quartiers populaires multiethniques peuplés de travailleurs d'origine canadienne, anglaise, écossaise, irlandaise, ukrainienne, allemande, juive, polonaise, islandaise et russe. Quelques-uns sont nés au Canada. De nombreux autres sont de nouveaux arrivants.

Ce mouvement de solidarité sans précédent donne l'espoir d'une vie meilleure aux travailleurs dans tout le pays. En revanche, les employeurs et les gouvernements redoutent la grève, et leur détermination à anéantir le rêve des travailleurs se manifeste dès les premiers jours.

Premières années : Les origines de la Grève générale de Winnipeg

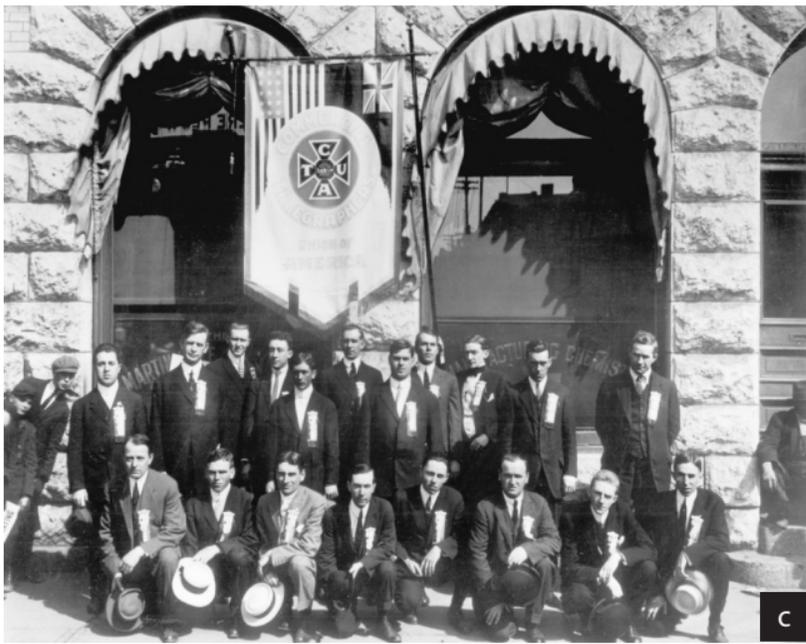
Les événements de 1919 sont le résultat de décennies de lutte. Le mouvement syndical de Winnipeg remonte aux années 1870 alors que des ouvriers de métier et des travailleurs qualifiés – des hommes pour la plupart – créent les premiers syndicats. Les Chevaliers du travail, la première expérience des travailleurs et travailleuses de l'Amérique du Nord avec le syndicalisme industriel, n'ont pas tardé à se mobiliser à Winnipeg. Dans les années 1890, le mouvement syndical a fondé son journal – The Voice – démontrant sa force grandissante.

Les syndicats de métier se développent malgré les conditions sociales difficiles qui prévalent durant la décennie précédant la Première Guerre mondiale. Les employeurs, souvent de connivence avec le gouvernement, affrontent les syndicats. Les tribunaux rendent des décisions qui leur sont favorables et accordent des injonctions contre les organisateurs syndicaux.



a. Travailleurs des ateliers ferroviaires en grève, Winnipeg, 1914
Archives du Manitoba, Collection L.B. Foote

b. Char de l'Amalgamated Sheet Metal Workers, fête du Travail, v. 1915
Archives du Manitoba, Collection L.B. Foote

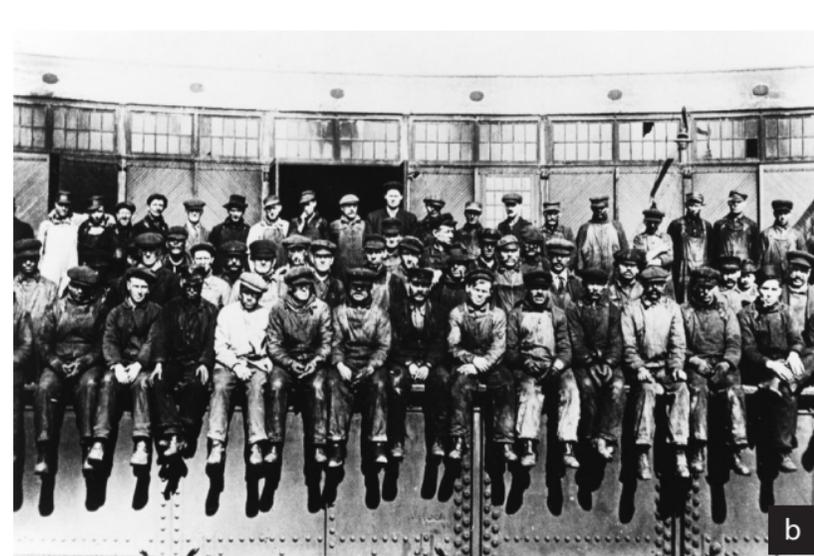


c. Congrès du syndicat des télégraphistes, 1915
Archives du Manitoba, Collection L. B. Foote

Les forces policières et des agences privées de sécurité font respecter ces décisions. Le recours à des briseurs de grève, appelés « scabs » par les travailleurs syndiqués, figure parmi les mesures les plus controversées prises par les employeurs. Dans les années précédant la guerre, les métallurgistes et les travailleurs de la construction, du textile, du transport et des commerces de détail déclenchent des grèves pour obtenir la reconnaissance syndicale et pour protester contre les salaires, les heures de travail et les conditions liées à la santé et sécurité. Des militants syndicaux créent des partis politiques ayant pour vocation de soutenir les campagnes qu'ils mènent pour obtenir des changements dans le milieu de travail. Les travailleurs progressistes appuient la démarche des femmes pour obtenir le droit de vote. Winnipeg s'impose comme un centre d'action politique syndicale au Canada. Des débats intenses se déroulent partout à Winnipeg, dans plusieurs langues, entre des militants syndicaux indépendants, des sociaux-démocrates, des socialistes, des anarchistes et des évangélistes sociaux, à propos de la voie la plus prometteuse à suivre pour opérer des changements sociaux.

La Première Guerre mondiale : un tournant décisif pour l'histoire du mouvement ouvrier

Au départ, la déclaration de guerre en 1914 a pour effet de refroidir l'ardeur syndicale alors que la société se concentre sur l'Europe. Toutefois, dès la fin de 1916, le nombre effarant de victimes de la guerre, le mercantilisme des profiteurs de guerre, la détérioration des conditions de vie et de travail de nombreuses personnes au Canada, et la possibilité d'une conscription forcée incitent les travailleurs à passer à l'action. La Loi sur les mesures de guerre adoptée par le gouvernement fédéral en 1914 attise la colère de nombreuses personnes qui croient à une plus grande égalité sociale. Elle rend illégaux un grand nombre d'organisations politiques et syndicales, aussi bien anglophones que non anglophones, ainsi que des sociétés de secours mutuel. Certains groupes sont démantelés simplement parce que leurs membres sont originaires de pays faisant la guerre aux Alliés. D'autres font face à des actions policières en raison de leurs politiques progressistes. Le gouvernement veut étouffer le militantisme ouvrier et ethnique et briser la solidarité qui se manifeste à Winnipeg et dans tout le



a. Trois mille gradés et hommes de troupe partant pour la guerre à partir de la gare du Canadien Pacifique, Winnipeg, v. 1915

Archives du Manitoba

b. Cheminots, v. 1913

Western Canada Pictorial Index



c. Travailleuses du vêtement, Winnipeg, 1920
Archives du Manitoba, Jewish Historical Society Collection

Canada. La décision d'Ottawa de ne pas abolir la Loi sur les mesures de guerre à la fin de la guerre convaincra les militants ouvriers et sociaux qu'ils en sont les premiers visés.

1918 : La grève générale des employés municipaux – une victoire pour le mouvement syndical

En 1918, on constate la montée du militantisme syndical partout au Canada. La syndicalisation et les mouvements de grève atteignent des sommets inégalés. Les conditions qui prévalent tant au Canada qu'à l'étranger durant la Première Guerre mondiale entraînent la radicalisation de nombreux chefs syndicaux. La syndicalisation des travailleurs ne leur suffit plus. Dans les salles syndicales de Winnipeg, au théâtre Walker et dans les lieux de rencontre de groupes ethniques progressistes, des voix réclament la mise en œuvre de profondes réformes politiques et économiques. Certaines se laissent inspirer par les idéaux de la Révolution russe.

En mai 1918, lors d'une quasi-répétition générale de la confrontation de 1919, les employés municipaux de Winnipeg se mettent en grève. Ils réclament la reconnaissance syndicale ainsi qu'une augmentation

salariale pour compenser les reculs accusés pendant la guerre. Le conseil municipal rejette leur demande. Le CMTW donne son appui aux employés municipaux et 35 syndicats suivent leur grève. Un Comité de grève est formé alors que les propriétaires d'entreprise créent le Comité citoyen des 100. Un accord négocié entre les deux groupes, conjugué à la pression exercée par le gouvernement fédéral pour que le conflit qui s'envenime soit réglé, met éventuellement fin à la grève. Le conseil municipal acquiesce aux demandes syndicales et accepte d'augmenter les salaires et de réembaucher les travailleurs qui ont été renvoyés pour avoir fait la grève. L'accord octroie aussi le droit de grève à la plupart des employés municipaux.

Les travailleurs de Winnipeg se rendent bien compte du pouvoir de l'action syndicale de masse. Ils croient qu'elle leur a assuré la victoire, mais ils ne sont pas les seuls à évaluer la portée de la grève. Les gouvernements et les employeurs consacrent dès lors leur attention à freiner la montée de l'activisme syndical. Le prochain affrontement encore plus grave surviendra quelques mois plus tard.

Chronologie de la Grève générale de Winnipeg

1917

- ▶ Helen Armstrong, Gertrude Puttee, Katherine Queen, Winona Dixon, Laura Watts et d'autres femmes relancent à Winnipeg la section locale de la Ligue ouvrière féminine.
- ▶ Elles regroupent les femmes dans les magasins de détail et font pression pour exiger l'introduction d'un salaire minimum et des allocations familiales.

1918

- ▶ La grève générale des employés municipaux en mai permet d'obtenir des concessions sur la syndicalisation et les salaires. À la fin juin, William Ivens, pasteur chrétien-démocrate, socialiste et pacifiste, crée la Labor Church. Il est élu rédacteur en chef du Western Labor News – la nouvelle voix militante du mouvement syndical local.
- ▶ La Première Guerre mondiale prend fin en novembre.
- ▶ Une épidémie de grippe fait rage à Winnipeg durant l'automne et l'hiver, faisant des centaines de victimes.
22 décembre : Le Parti socialiste du Canada organise un grand rassemblement historique au théâtre Walker.

1919

14 février : On célèbre l'inauguration officielle du Ukrainian

soldats déployés dans la ville de regagner leur caserne.

22 mai : Des ministres fédéraux, accompagnés de membres du Comité citoyen, arrivent à Winnipeg. Ils ignorent le Comité de grève.

23 mai : D'anciens combattants votent en grand nombre en faveur de la grève. D'autres appuient le Comité citoyen.

25 mai : Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial ordonnent aux grévistes de retourner au travail et de signer une promesse de renoncer à la syndicalisation. Ils menacent de congédier ceux qui refusent d'obtempérer à l'ordre. Les deux ultimatums sont rejetés lors d'un grand rassemblement dans le parc Victoria.

30 mai : Helen Armstrong est arrêtée lors d'un affrontement pour avoir appuyé des travailleurs de boulangerie. Elle sera arrêtée et incarcérée plus souvent que toute autre personne durant la grève.

1er juin : Des milliers d'anciens combattants favorables à la grève manifestent devant le Palais législatif du Manitoba.

2 et 6 juin : Des femmes habitant les quartiers Weston et Brooklands mobilisent des foules et empêchent l'entrée de voitures de livraison qui n'arbovent pas l'enseigne sur laquelle on peut lire « Avec l'autorisation du Comité de grève ».

Victoria pour la « Journée des femmes ».

14 juin : Des milliers de personnes participent à l'assemblée délibérante de soldats dans le parc Victoria.

16 et 17 juin : Durant la nuit, la police fait une descente dans les résidences des meneurs du mouvement de grève et les arrête. D'autres sont arrêtés dans les jours qui suivent. La police fait une rafle dans le Ukrainian Labor Temple et le Liberty Temple (juif). Des centaines de policiers encerclent le James Street Labor Temple et y font une descente.

18 juin : L'arrestation des meneurs du mouvement de grève donne lieu à des manifestations partout au pays.

21 juin : « Samedi sanglant » : Six meneurs du mouvement de grève sont libérés sous caution, mais les « étrangers » d'origine européenne, détenus en vue d'audiences d'expulsion, demeurent incarcérés. Une foule se rassemble devant l'hôtel de ville pour soutenir la marche silencieuse des anciens combattants qui protestent contre les arrestations. Il y a des affrontements entre la foule et la police faisant deux morts et plusieurs blessés. Des unités militaires patrouillent dans les rues du centre-ville armées de mitrailleuses.

23 juin : Des grévistes déterminés se rassemblent dans le parc Victoria. Le parc est fermé par la police et les militaires reçoivent

Labor Temple.

Mars : Vingt-quatre syndicats de Winnipeg sont représentés à un congrès à Calgary destiné à former un syndicat portant le nom de One Big Union. Des conflits politiques internes sérieux surgissent au sein du Conseil des métiers et du travail de Winnipeg (CMTW), provoqués par la campagne menée par les radicaux en faveur du syndicalisme industriel et d'un militantisme accru.

1er et 2 mai : Le Conseil des métiers de la construction et le Conseil des métiers de la métallurgie déclenchent une grève pour réclamer la reconnaissance syndicale ainsi que de meilleurs salaires et conditions de travail.

6 mai : Le CMTW annonce la tenue d'un vote par tous les syndiqués pour le déclenchement d'une grève générale de solidarité visant à soutenir le Conseil des métiers de la construction et le Conseil des métiers de la métallurgie.

13 mai : Au James Street Labor Temple, le CMTW annonce que les membres ont voté à une écrasante majorité en faveur d'une grève générale de solidarité.

Un comité de grève composé de 300 membres est formé.

15 mai : Des syndiqués et des travailleurs non syndiqués – femmes et hommes, Canadiens et immigrants – prennent part à la grève massive. La ville est paralysée.

16 mai : Le milieu des affaires de Winnipeg crée le Comité citoyen pour s'opposer à la grève.

Allié au Comité, le général Ketchen ordonne aux 5 000

3 juin : Des journaux de Winnipeg impriment les annonces du Comité citoyen réclamant l'expulsion des travailleurs « étrangers ». Les grévistes de Winnipeg obtiennent le soutien de syndicats de toutes les régions du pays.

6 juin : Le gouvernement fédéral modifie la Loi sur l'immigration afin d'autoriser l'expulsion de toute personne née hors du Canada qui est accusée de sédition. Les citoyens britanniques sont aussi désormais passibles d'expulsion.

5 juin : Des milliers d'anciens combattants favorables à la grève traversent la ville de Winnipeg et empruntent la Wellington Crescent. L'arrivée de grévistes à Crescentwood, quartier de l'élite, alarme les partisans du Comité citoyen. Le maire interdit les manifestations.

7 juin : J. S. Woodsworth, pasteur méthodiste activement engagé dans la réforme sociale, revient à Winnipeg en provenance de Vancouver. Il s'adresse à un rassemblement de la Labor Church réunissant 10 000 personnes dans le parc Victoria.

9 juin : On ordonne aux policiers de signer une promesse renonçant à la grève. Ils refusent et sont congédiés. Le Comité citoyen recrute des « agents spéciaux » pour les remplacer.

10 juin : Des « agents spéciaux » à cheval sont chassés de l'intersection Portage et Main par une importante foule composée de grévistes et de sympathisants.

12 juin : Un grand rassemblement se tient dans le parc

l'ordre de patrouiller de nouveau dans les rues de la ville.

25 juin : Après la mort de deux sympathisants et l'agression de nombreux autres, l'arrestation de chefs syndicaux, et les travailleurs « laissés dans un état de terreur », le CMTW suspend la grève (Masters, p. 110).

1919 – Après la grève

Après la grève et dans les années qui suivent, les travailleurs se concentrent sur la politique. Ils élisent de très nombreux ouvriers et ouvrières à tous les ordres de gouvernement. Les procès des meneurs du mouvement de grève et les audiences d'expulsion prennent fin.

1919 – Été et automne

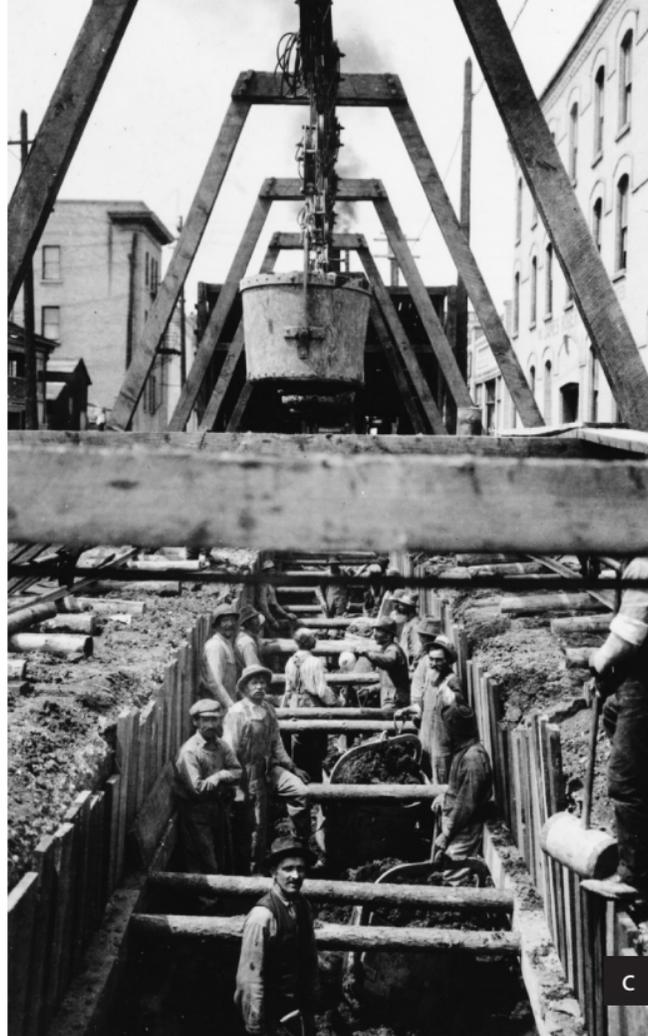
- ▶ Le Comité de défense des travailleurs et le Fonds d'aide juif sont créés pour recueillir des fonds à l'intention des grévistes arrêtés et de leurs familles.
- ▶ Helen Armstrong et d'autres dirigeants syndicaux voyagent partout au Canada afin de chercher de l'aide pour les meneurs du mouvement de grève faisant face à des accusations.
- ▶ Huit mille personnes défilent à Winnipeg déployant des bannières portant les mentions suivantes : « Prison Bars Cannot Confine Ideas », « Their Sentence is Our Sentence », et « You Can't Deport Conviction ».



a



b



c



d

a. Travailleurs chargeant du gravier, v. 1915

Archives du Manitoba, Collection L.B. Foote

b. Travailleuses de la TW Taylor Bookbinding Company, v. 1915

Archives du Manitoba

c. Construction de l'aqueduc de Winnipeg, v. 1917

Archives du Manitoba

d. Travailleurs déplaçant une turbine électrique, mai 1920

Archives du Manitoba, Collection L.B. Foote

Winnipeg de la classe ouvrière

Voir les emplacements sur la carte A

La ville de Winnipeg connaît un développement rapide à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e. La population passe de 26 000 en 1891 à 176 000 en 1921. Bien de nouveaux habitants émigrent de la Grande-Bretagne, de l'Ukraine, de la Pologne et d'autres pays de l'Europe de l'Est. D'autres viennent de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis. Beaucoup de familles ouvrières en provenance d'Europe s'installent dans les quartiers du North End – le secteur situé au nord de la gare ferroviaire de marchandises du Canadien Pacifique, qui traverse la ville d'est en ouest.

En sillonnant ces rues en voiture, on arrive à se faire une idée des conditions de vie dans ces quartiers il y a 100 ans. Les sites référencés dans ces pages permettent d'en faire l'exploration. En remontant vers le nord à partir de la voie ferrée, on accède par la voie offrant la vue la plus impressionnante du North End. Les familles les plus pauvres vivaient près de la voie ferrée. La transition est apparente à mesure que l'on s'éloigne pour passer dans les rues où étaient situées des maisons plus confortables, bien qu'encore modestes, de la classe ouvrière.

À la fin de la Première Guerre mondiale, le surpeuplement est problématique dans une grande partie du North End. Le lot quotidien des épreuves de la vie dans ces quartiers ouvriers alimente le mécontentement qui mène à la grève générale. Malgré ces difficultés, les immigrants y ont créé un milieu de vie dynamique, dont témoignent les nombreuses associations communautaires et ouvrières et sociétés de secours mutuel concentrées sur l'avenue Selkirk.

Le nombre de sites qui se trouvent dans le North End en fait une étape obligée de la visite. Toutefois, d'autres quartiers ouvriers importants étaient situés ailleurs. Les travailleurs habitant dans les quartiers de Brooklands, de Weston et du West End au sud de la voie ferrée du Canadien Pacifique ont fourni un leadership et un soutien d'une importance cruciale pour la grève. De nombreux Européens se sont aussi installés dans ces quartiers, bien qu'habités principalement par des familles d'origine britannique. Ceux qui sont situés immédiatement à l'ouest et à l'est de la gare et des ateliers ferroviaires du Canadien Pacifique et qui s'étendent jusqu'à Fort Garry accueillait aussi une population ouvrière. Le quartier qui se situe à l'est de la rue Osborne et qui s'étend jusqu'à

l'avenue Jubilee était connu localement comme Rail Town. De nombreuses familles ouvrières ont habité à Elmwood et dans certaines parties de Saint-Boniface. Transcona, à l'est de Winnipeg, était une importante ville ouvrière d'où venaient des militants syndicaux parmi les plus engagés. Tous ces quartiers sont intéressants à explorer.

Peuples autochtones

Peu de choses sont connues à ce jour sur la participation des peuples autochtones à la grève générale. En 1919, les politiques gouvernementales restrictives et racistes, caractéristiques de la philosophie colonialiste et capitaliste de l'époque, ont réussi à chasser les Anishinaabe de leurs territoires traditionnels dans la région de Winnipeg et ailleurs dans l'aire métropolitaine vers des réserves isolées. La plupart des Métis ont aussi été chassés de leurs terres par des directives gouvernementales et des intérêts dans l'immobilier basement mercantiles. Ceux qui sont restés à Winnipeg ont été confinés dans de petits districts à la périphérie de la ville. *Voir Perry, Aqueduct dans les références bibliographiques.*



a. Caserne de pompiers de Winnipeg no 3 (rue Maple), 1923

Fire Fighters Historical Museum of Winnipeg, Inc.

b. Caserne de pompiers de Winnipeg no 3 (rue Maple), 1918

Fire Fighters Historical Museum of Winnipeg, Inc.

c. Gare du Canadien Pacifique et hôtel Royal Alexandra (gauche), 1909

Western Canada Pictorial Index



Gare Union

(Gare de Winnipeg /VIA Rail Canada)

123, rue Main 🏛️

La gare Union fut un autre point d'arrivée important pour les nouveaux arrivants. Exploitée par les Chemins de fer nationaux du Canada, elle était associée au luxueux Hôtel Fort Garry situé au 222 Broadway.

1 Caserne de pompiers no 3 de Winnipeg (Fire Fighters Museum of Winnipeg)

56, rue Maple 🏢

En 1919, les pompiers de Winnipeg connaissent déjà bien l'action syndicale. Ils faisaient pression pour obtenir une amélioration de leurs salaires et des heures de travail depuis des années. Inquiets et craignant que les nouvelles recrues perdent leur emploi au profit des soldats de retour du front, ils forment le syndicat des pompiers de Winnipeg en 1916. Lorsque les employés municipaux déclenchent la grève en 1918, les pompiers y prennent part. La plupart des employés municipaux obtiennent des augmentations salariales modestes, la reconnaissance syndicale et le droit de grève. Les pompiers se voient refuser ce droit. Le recours à la grève pourrait mener au congédiement.

Malgré cette menace, les pompiers votent à une écrasante majorité pour soutenir la grève générale, tout en promettant de fournir un service complet si des vies humaines sont en danger. Les autorités municipales rejettent l'offre. Le 26 mai, le

conseil municipal de Winnipeg congédie les pompiers et tous les autres employés municipaux qui refusent de retourner au travail. Il adopte des résolutions interdisant aux pompiers d'adhérer à des syndicats internationaux et de participer à des grèves de solidarité.

Le Comité citoyen publie des annonces de recrutement et embauche 350 briseurs de grève bénévoles. Lors du « samedi sanglant », ces « bénévoles » utilisent des tuyaux d'incendie pour asperger les manifestants. Du matériel d'incendie de la caserne de la rue Maple sert à éteindre l'incendie du fameux tramway.

Dans les jours qui suivent, 54 des 204 pompiers qui ont pris part à la grève se voient refuser un emploi et un est privé de sa pension. Malgré ces revers, la United Fire Fighters of Winnipeg se regroupe pour représenter efficacement ses membres. En 2002, elle devient le premier syndicat à l'échelle mondiale à obtenir pour ses membres une indemnisation des accidents du travail comportant une présomption, reconnaissant les dangers inhérents de leur travail.

2 Gare du Canadien Pacifique (Aboriginal Centre of Winnipeg, Inc.)

181, avenue Higgins 🏢

Des milliers de nouveaux arrivants passent par cette gare à partir de la fin des années 1800. Les plus pauvres d'entre eux sont envoyés aux locaux de l'immigration situés en face où l'on trouve des bureaux pour les agents d'immigration et des logements temporaires pour les immigrants sans autre choix. Des maladies se propagent dans ces locaux bondés. D'autres nouveaux arrivants s'installent dans des hôtels et des maisons de pension tout près. D'autres encore sont accueillis par des parents qui les ramènent à la maison.

En revanche, l'hôtel Royal Alexandra qui appartenait au Canadien Pacifique (à l'intersection de Higgins et Main) propose un hébergement de qualité aux voyageurs fortunés. C'est ici que les autorités du gouvernement fédéral logent durant la grève et tiennent des rencontres avec les responsables du Comité citoyen et du Comité de grève.



a

a. Couple d'immigrants, début du 20e siècle
The Manitoba Museum



b

b. Famille d'immigrants, avenue Flora, v. 1910
Western Canada Pictorial Index

c. Olga (Hrekul) Tsurkalenko-Hunka, v. 1918
Archives de l'Association of United Ukrainian Canadians



c

Les immigrants d'origine européenne et la Grève générale de Winnipeg

Il est difficile de généraliser à propos de la participation à la grève générale des familles provenant de l'Europe centrale et de l'Est qui habitent principalement dans le North End. Toutefois, des rapports indiquent que des travailleurs discutent du conflit au Ukrainian Labor Temple (ULT), au Jewish Liberty Temple et dans d'autres locaux d'associations. La Labor Church tient des réunions à l'ULT. Un travailleur d'origine ukrainienne fit remarquer que les 300 travailleurs qui réparaient les voies de tramways, dont la majorité étaient des Galiciens et des Bucoviniens, étaient tous membres de la One Big Union. Certains rapports font également état de la participation d'autres immigrants à la grève. Mais il n'y a pas que des hommes. Olga (Hrekul) Tsurkalenko-Hunka, membre de l'ULT, est dans la jeune vingtaine en 1919. À l'occasion du 50e anniversaire de la grève, elle raconte comment cet arrêt de travail a permis de comprendre ce que la lutte des classes signifiait réellement. Elle travaillait comme bénévole au Labor Café où elle s'est liée d'amitié avec Helen Armstrong

et Edith Hancox. « Mon mari et moi n'avons jamais manqué un rassemblement dans le parc Victoria, nous n'avons jamais manqué une manifestation. Nous sommes allés au parc Victoria à la Workers' Church pour écouter l'allocution de Bill Ivens [...] Je donnerais n'importe quoi pour avoir 20 ans de moins et être de nouveau engagée dans la lutte* ».

La participation de ces immigrants, dont la langue maternelle n'est pas l'anglais, est indispensable à la grève générale. Ces femmes et ces hommes font partie intégrante du mouvement de solidarité de la classe ouvrière qui s'étend à toute la ville de Winnipeg à la fin de la Première Guerre mondiale.

Bien des immigrants sont encore confrontés aux préjugés. Ils sont l'objet d'insultes racistes, surtout lorsqu'ils se risquent à sortir de leurs quartiers. Les familles juives sont parfois victimes d'actes antisémites de la part d'autres immigrants, ainsi que de gens qu'ils rencontrent au centre-ville. Certains anciens combattants de la Première Guerre mondiale accusent les immigrants de voler leurs emplois.

Mais la plupart des soldats de retour du front ne cherchent pas de boucs émissaires et réclament des emplois pour tous. Le Comité citoyen accuse les immigrants d'être à l'origine de l'appel à la grève, tout en sachant que de telles accusations ne sont pas fondées. Les immigrants ont donc beaucoup à craindre à Winnipeg s'ils soutiennent l'effort de grève d'une manière trop visible. L'expulsion est la pire menace qui pèse sur eux. Ils peuvent être expulsés du Canada, et beaucoup le sont, pour leurs activités politiques. Parfois, ils le sont uniquement parce qu'ils sont pauvres.

* Fonds d'archives de l'Association of United Ukrainian Canadian, Winnipeg



a



b



c

a. Vulcan Iron Works, début du 20e siècle

Archives du Manitoba, Collection L.B. Foote

b. All People's Mission, 119, avenue Sutherland
(Manitoba Indigenous Cultural Education Centre),
v. 1910

Western Canada Pictorial Index

c. Ukrainian Labor Temple de Point Douglas,
197, avenue Euclid (construit en 1938), v. 1970

Association of United Ukrainian Canadians

3 Vulcan Iron Works et le quartier Point Douglas

105, rue Maple Nord

Le quartier Point Douglas change rapidement après la division de la communauté par la voie ferrée dans les années 1880. Les familles fortunées qui y vivent, ayant chassé les Autochtones plusieurs années plus tôt, s'installent dans les nouveaux quartiers plus tranquilles dans la partie sud de Winnipeg. Des industries s'entassent dans le quartier Point Douglas afin de profiter de la voie ferrée pour la réception et l'expédition de leurs marchandises. Des usines produisent de la machinerie agricole, de la peinture, de l'alcool, des lits, des wagons et des voitures. Des centaines d'employés y travaillent.

Rares sont les travailleurs qui habitent à Point Douglas – ou dans d'autres quartiers ouvriers – qui sont propriétaires d'une maison. Les familles louent habituellement un logement et les célibataires vivent dans des maisons de pension. Parmi les « plus pauvres des pauvres » – dont la plupart sont de nouveaux arrivants de l'Europe centrale et de l'Est – beaucoup habitent à Point Douglas. Le surpeuplement, le bruit et

la pollution des industries créent des conditions de vie déplorables.

Vulcan Iron Works, qui fabrique des pièces pour les chemins de fer, figure parmi les plus importantes usines de métallurgie de Winnipeg. Les bâtiments longent la voie ferrée sur plusieurs pâtés de maisons. Les employés de Vulcan travaillent plus longtemps, gagnent moins et travaillent dans des conditions pires que celles des travailleurs syndiqués de la métallurgie qui sont employés directement par les chemins de fer. Avant la Première Guerre mondiale, les employés de Vulcan Iron Works, de Manitoba Bridge et de Dominion Bridge ont perdu plusieurs batailles acharnées avec ces entreprises pour le droit de se syndiquer.

Le mécontentement des travailleurs grandit durant la guerre. Les employeurs exigent une production toujours plus intensive alors que l'inflation rogne les revenus des travailleurs. Ceux de Vulcan, de Manitoba Bridge et de Dominion Bridge déclenchent la grève en 1917 et 1918 pour réclamer la reconnaissance syndicale et l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Mais les employeurs

l'emportent. Ils recrutent des briseurs de grève et embauchent une agence de détectives pour intimider les travailleurs. Ils déposent des injonctions judiciaires pour interdire les piquets de grève sur les lieux de travail.

Déterminés à obtenir la reconnaissance syndicale, les travailleurs déclenchent la grève encore une fois le 1^{er} mai 1919. Cette fois-ci, ils obtiennent le soutien total du puissant Conseil des métiers de la métallurgie qui représente 19 syndicats de métier dans les principaux ateliers ferroviaires de la ville. Ses membres sont déterminés à remporter la victoire pour leurs camarades non syndiqués. Mais encore une fois, les employeurs luttent avec acharnement contre la syndicalisation. Aucune des parties n'est disposée à accepter un compromis. Le Conseil prend des mesures radicales pour soutenir les grévistes. Il déclenche une grève de solidarité de tous ses membres pour obtenir la reconnaissance syndicale pour les travailleurs de Vulcan et d'autres ateliers de métallurgie. Le conflit s'intensifie rapidement et c'est un facteur déterminant du déclenchement d'une grève de solidarité générale le 15 mai 1919.



a



b



c



d

a. Intersection de la rue King et de l'avenue Dufferin, 1904
Archives du Manitoba

b. Immeuble locatif dans le North End de Winnipeg, début du 20e siècle
Western Canada Pictorial Index

c. Quartier ouvrier, v. 1904
Archives du Manitoba

d. Enfants dans un logement insalubre, v. 1916
Archives du Manitoba

4 Logements ouvriers

En circulant dans le North End sur des rues comme les avenues Dufferin et Stella, on peut voir de nombreux exemples de maisons habitées par les familles ouvrières en 1919. Avec leurs petites maisons entassées sur des lots de 7,5 mètres, ces rues sont typiques des quartiers qui longeaient le nord et le sud des gares ferroviaires du Canadien Pacifique qui s'étendaient de Point Douglas à la rue Keewatin. Les travailleurs vivaient dans ces quartiers parce qu'ils étaient situés près de leur lieu de travail et, souvent, parce que c'étaient les seuls logements qu'ils pouvaient se payer.

Les gares ferroviaires et les usines tout près y rendaient la vie difficile. L'air était vicié par la fumée et les fenêtres et les meubles noircis par la suie. Le triage continu des trains faisait trembler les maisons peu solides. Le surpeuplement posait un problème sérieux. Les propriétaires, qui vivaient souvent bien loin de la zone, subdivisaient les maisons ou en entassaient deux ou trois sur un seul lot. Selon les rapports officiels, jusqu'à cinq familles vivaient dans une seule maison. J. S. Woodworth, un réformateur social, se plaignait que les

gens mouraient de froid lorsque le vent glacial de l'hiver sifflait à travers les murs crevassés et les fenêtres brisées. Des épidémies de typhus, de tuberculose, de pneumonie et d'autres maladies faisaient des ravages. Les conditions sociales figuraient parmi les pires au Canada.

5 Avenue Selkirk

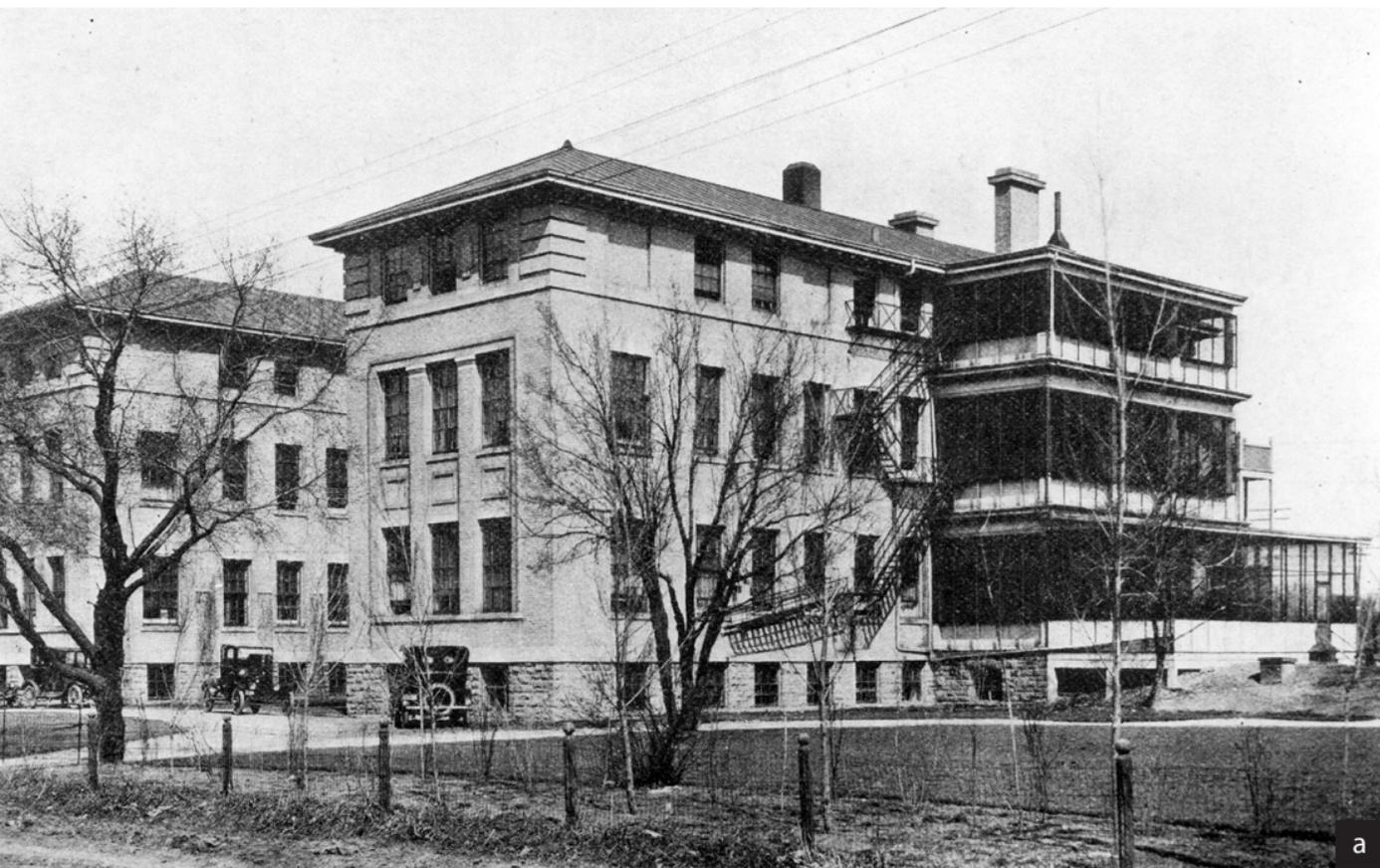
Les nouveaux arrivants de l'Europe centrale et de l'Est vivent dans les logements les plus insalubres, situés juste au nord des gares ferroviaires bruyantes et achalandées du Canadien Pacifique. Plus de 80 % des familles juives et slaves de Winnipeg y habitent en 1919.

C'est sur l'avenue Selkirk que se concentrent les commerces de détail et les activités culturelles du nouveau quartier. On y trouve des pâtisseries, des boucheries, des épiceries, des banques, des agences immobilières, des agences de prêt, des théâtres et des salles de réunion. Les habitants du quartier se tiennent au courant des nouvelles et des événements dans leur pays natal au moyen de journaux communautaires en allemand, en hébreu, en polonais, en ukrainien et en anglais.

Des sociétés de secours mutuel comme la North End Relief Association, la Hungarian Kossuth Sick Benefit Association et les United Hebrew Charities offrent de la compagnie et de l'aide financière aux personnes dans le besoin.

Avec sa diversité linguistique, religieuse, vestimentaire et culturelle, le North End contraste fortement avec les autres quartiers de Winnipeg et les immigrants se sentent à l'aise de s'y promener et d'y faire des courses. Ces familles contribuent à développer l'incroyable solidarité avec les travailleurs des quartiers ouvriers de Winnipeg en 1919.

Toutefois, la diversité de l'avenue Selkirk ne convient pas à tout le monde. De nombreux immigrants subissent une discrimination persistante. Leur quartier est rabaissé par des gens de l'extérieur qui parlent du « quartier des étrangers », de la « ville du Canadien Pacifique » ou de la « nouvelle Jérusalem ».



- a. Hôpital pour enfants de Winnipeg, situé entre l'avenue Aberdeen, la rue Main et l'avenue Redwood, v. 1920
Archives du Winnipeg Health Sciences Centre
- b. Résidences des infirmières, Hôpital pour enfants, 165, avenue Aberdeen, v. 1920 (encore debout en 2019)
Archives du Winnipeg Health Sciences Centre
- c. Ethel Johns, directrice des soins infirmiers de l'Hôpital pour enfants, v. 1915
Archives du Winnipeg Health Sciences Centre

6 L'épidémie de grippe de 1918 : L'hôpital pour enfants et la résidence de l'école d'infirmières

165, avenue Aberdeen

Winnipeg n'échappe pas aux ravages de l'épidémie de grippe qui touche une bonne partie de la planète en 1918. Les responsables municipaux font état de 1 200 décès attribuables à la grippe à l'automne de 1918. Des milliers d'autres tombent malades. L'épidémie frappe des familles partout dans la ville. Les quartiers ouvriers subissent les pires ravages, les immigrants étant le plus touchés. Les familles fortunées vivent dans de meilleures conditions sanitaires, limitant la propagation de la maladie, et les personnes qui tombent malades ont accès à de meilleurs soins de santé. La grippe tue des familles entières, laisse des orphelins et fait des parents seuls de nombreux adultes. L'avenir des immigrants et des ouvriers et, en particulier, celui des femmes, est plutôt sombre. Ils n'ont pas accès aux ressources dont disposent les habitants les plus fortunés de la ville pour améliorer leurs conditions de vie.

L'épidémie est l'une des causes des perturbations sociales de 1919. L'entraide qui est favorisée dans les quartiers ouvriers par la crise contribue à renforcer la solidarité sociale, alors que la réaction lente et inadéquate du gouvernement suscite la colère. Le fait qu'il n'est pas disposé à faire participer le secteur syndical dans la prise de décisions relatives aux questions de santé publique alimente également la frustration des travailleurs. L'interdiction de tenir des rassemblements publics dans les derniers jours de l'épidémie en mène plusieurs à conclure que les restrictions visent à perturber l'organisation syndicale.

Les femmes ouvrières et immigrantes jouent un rôle capital dans le soin des maladies, un travail qui passe largement inaperçu. Les chefs syndicaux de sexe masculin réagissent de façon traditionnelle, supposant que les femmes joueront le rôle de mères et de soignantes et les hommes celui de soutien de famille. Même les nombreuses femmes de la classe moyenne qui sont politiquement émancipées n'arrivent pas à changer la mentalité patriarcale de l'époque.

Ethel Johns

L'hôpital pour enfants s'occupe des enfants qui tombent malades et ceux dont les parents sont souffrants ou décédés durant l'épidémie. Les patrons de la directrice des soins infirmiers, Ethel Johns, vantent l'approche « efficace, innovante et dynamique » de sa gestion de l'établissement. Ils lui reconnaissent le mérite de « l'esprit splendide des infirmières, des étudiants et du personnel d'entretien durant cette période difficile* ». Mais Madame Johns éprouve des difficultés en 1919 après qu'elle eut accueilli des grévistes qui faisaient la livraison du lait et qui s'étaient présentés pour réparer les graves dégâts causés par une tempête. Le conseil d'administration et l'association féminine de l'hôpital qui avaient pris parti pour le Comité citoyen ont exigé sa démission. Ethel Johns est obligée de quitter Winnipeg pour trouver du travail. Elle est devenue l'une des infirmières les plus connues et les plus respectées du monde occidental.

* Harry Medovy, *A Vision Fulfilled: The Story of the Children's Hospital of Winnipeg*, 1979, pages 136 et 137.



a



c



d



b

a. Téléphonistes et superviseurs, 1919
Telephone Pioneers of America, Winnipeg

b. Édifice du St. John's Telephone Exchange, 405, avenue Burrows, 2013
Photo : Sharon Reilly

c. Classe de maternelle, All People's Mission, église de la rue Maple, v. 1904
Archives de l'United Church

d. All People's Mission, 470, avenue Stella, v. 1920
Western Canada Pictorial Index

7 All Peoples' Mission (CEDA - Community Education Development Association Winnipeg, Inc.) 470, avenue Stella

Ce bâtiment héberge à l'époque plusieurs des All Peoples' Missions dans les quartiers immigrants les plus pauvres du North End de Winnipeg que dirige l'Église méthodiste. Il y a également des missions anglicanes et presbytériennes tout près. Vouées à l'amélioration des conditions sociales des immigrants, ces églises mettent en œuvre des activités de bienfaisance comportant une importante dimension culturelle. Les programmes des missions véhiculent des valeurs anglo-saxonnes et des croyances chrétiennes protestantes. Leurs activités prennent la forme de dons de charité comme des paniers de provisions, de cours de catéchisme, de conseils sanitaires et de camps d'été à l'intention des enfants pauvres. Des soins de santé à l'intention des femmes et des enfants immigrants constituent probablement la plus importante contribution des missions. J.

S. Woodsworth, qui est élu en 1933 le premier dirigeant de la Cooperative Commonwealth Federation, dirige la Mission de l'avenue Stella à partir d'une maison attenante. Au début de la Première Guerre mondiale, il quitte Winnipeg. Il y reviendra seulement après le déclenchement de la Grève générale.

8 St. John's Telephone Exchange Building (Winnipeg Housing Rehabilitation Corporation) 405, avenue Burrows à l'angle de la rue Salter

L'expansion rapide des réseaux de téléphone au début du 20^e siècle représente pour les femmes des possibilités d'emploi. L'industrie plaît aux jeunes femmes. Elle vante ses locaux propres, un personnel entièrement féminin et des salaires plus élevés que dans les usines ou le commerce au détail. Toutefois, la réalité est tout autre. Les longues heures de travail avec peu de pauses, les faibles salaires et la supervision constante afin d'obliger les femmes à travailler plus dur et à

ne pas se parler contrarient rapidement de nombreuses téléphonistes. En 1918, la plupart d'entre elles sont employées par le Manitoba Government Telephone System. Cette année-là, elles prennent part à une grève générale aux côtés d'autres employés du gouvernement, préparant le terrain pour l'affrontement de 1919.

En mai 1919, la plupart des téléphonistes à Winnipeg et dans de nombreuses centrales en milieu rural abandonnent leurs standards téléphoniques pour prendre part à la Grève générale. Il n'y a donc pas de service téléphonique au Manitoba durant la première semaine de grève. Le Comité citoyen embauche des travailleurs suppléants pour rouvrir les centrales téléphoniques, les rémunérant beaucoup plus que les téléphonistes en grève. Certains services sont fournis, mais le réseau demeure perturbé jusqu'à la fin de la grève. Les téléphonistes qui sont demeurées en grève jusqu'à la fin sont congédiées et inscrites sur une liste noire.



WORKERS
OF THE WORLD
UNITE



a. Bureau de la rédaction, Ukrainian Labor Temple, après 1918

Archives de l'Association of United Ukrainian Canadians

b. Ukrainian Labor Temple, 2006

Archives de l'Association of United Ukrainian Canadians

c. Ukrainian Labor Temple, 1983

Photo : Gerry Berkowski

d. Miliants du Liberty Temple, v. 1926

Archives du Manitoba, Collection de la Jewish Historical Society

e. Radicaux juifs; Rose Alein (centre), du Parti travailliste indépendant, élue commissaire d'école en 1919, 1906

Jewish Historical Society of Western Canada

9 Ukrainian Labor Temple (1918)

**591, avenue Pritchard à l'angle de la rue
McGregor** 🏛️

Un bâtiment de grande importance historique, l'Ukrainian Labor Temple (ULT) a été construit surtout grâce au travail de bénévoles et aux dons en argent de membres de la communauté ukrainienne progressiste de Winnipeg. C'est un centre communautaire admirablement conservé, riche d'histoire, un incontournable de la visite guidée des lieux de la Grève générale.

De nombreuses sociétés de secours mutuel voient le jour au début des années 1900. Elles débutent comme organisme bénévole s'inscrivant dans la foulée des efforts de particuliers à la recherche de solidarité, de sécurité économique et d'amélioration sociale au moyen d'une association collective. L'ULT figure parmi les rares bâtiments subsistants, que possèdent et exploitent de tels organismes à l'époque. L'ULT fournit de l'aide financière, de la nourriture et des vêtements à ses membres dans le besoin et organise des activités sociales, culturelles, politiques et éducatives. Des cours de

lecture, des cercles de débats, des chorales et des productions théâtrales, musicales et éducatives font partie intégrante des activités organisées par l'ULT. Les syndicats y tiennent leurs réunions.

D'autres associations ethniques offrent des milieux semblables de fraternité et d'aide aux communautés immigrantes. Le Liberty Temple, par exemple, est créé par des radicaux. L'ULT et le Liberty Temple font tous les deux l'objet d'une rafle policière les 16 et 17 juin en soirée. Les presses d'imprimerie de l'ULT sont fracassées, les livres et les dossiers saisis pour servir de preuve de complot lors des procès des meneurs du mouvement de grève.

10 Liberty Temple

**410, avenue Pritchard à l'angle de la rue
Salter**

Le Liberty Temple accueille à l'époque la section locale de Winnipeg de l'Arbeiter Ring (Workmen's Circle), une association progressiste juive ayant pour vocation le changement social et l'entraide. Elle fait également la

promotion de la langue et la culture yiddish. Vouée à promouvoir la solidarité de la classe ouvrière qui va au-delà des frontières ethniques, l'association organise de nombreux débats passionnés entre des groupes politiques juifs de gauche.

Les radicaux juifs appuient énergiquement la grève de 1919. Trois d'entre eux siègent au comité de grève – A. A. Heaps, un politicien travailliste, ainsi que Max Tessler et M. Temenson du syndicat des métallurgistes. La presse israélienne publie des réquisitoires cinglants contre le Comité citoyen. Le Liberty Temple sert de centre d'information sur la grève. Les grévistes juifs sont la cible de campagnes antigreve et d'attaques xénophobes et antisémites. Le 17 juin, le Liberty Temple fait l'objet d'une descente de police. Des maisons appartenant à des juifs sont saccagées. Trois hommes sont arrêtés et menacés d'expulsion immédiate – Samuel Blumenberg, Michael Charitinoff et Moses Almazov. Un comité de travailleurs juifs est formé en vue de créer un fonds de grève pour leur venir en aide.

FEDERAL ELECTION
REGISTER!
 SEPTEMBER 24th TO SEPTEMBER 30th

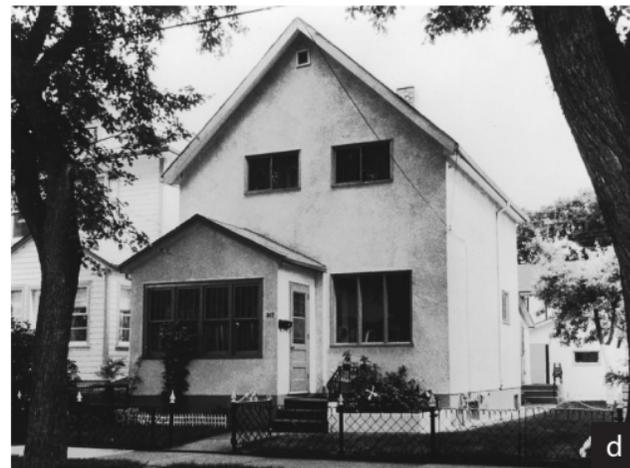


VOTE LABOR
HEAPS, A. A. X

Polling Day, October 29th
REMEMBER—Mark Your Ballot With a X

Reproduction of a Federal Election leaflet of the Thirties.

a



a. Affiche électorale d'A. A. Heaps, v. 1930

Leo Heaps, Rebel in the House

b. John Queen, député de l'Assemblée législative du Manitoba, 1921

Archives du Manitoba

c. Résidence d'A. A. Heaps, 1985

Photo : Gerry Berkowski

d. Résidence de John Queen, 1985

Photo : Gerry Berkowski

e. Meneurs de la grève détenus à la prison de la rue Vaughn, automne de 1919

Bibliothèque et Archives Canada

11 Arrestation des meneurs du mouvement de grève, 17 juin

L'arrestation des meneurs du mouvement de grève le 17 juin est spectaculaire. À deux heures de la nuit, huit véhicules de police s'immobilisent devant les résidences des hommes visés. Il y a trois policiers armés dans chaque voiture. Ils réveillent les suspects et les mettent en état d'arrestation. La police opère une rafle dans le Labor Temple de la rue James qui est encerclé par 500 soldats et membres de la Police montée du Nord-Ouest. Une rafle policière est aussi menée contre l'Ukrainian Labor Temple et les bureaux du Western Labor News. R. B. Russell, John Queen, George Armstrong, Roger Bray, A. A. Heaps, William Ivens, Bill Pritchard et Dick Johns sont arrêtés et accusés de complot visant à renverser le gouvernement par la force. D'origine britannique, ces hommes sont des dirigeants importants de mouvements syndicaux et socialistes locaux et régionaux. Ils ont gagné le respect de la classe ouvrière de Winnipeg au prix de

nombreuses années de travail acharné et leurs sympathisants viendront à leur aide après ces arrestations.

Quatre autres hommes sont arrêtés le même jour : Matthew Charitonoff, Mike Verenczuk (confondu avec Boris Devyatkin), Oscar Schoppelrei et Solomon (Moses) Almazoff. Ces hommes étaient des radicaux qui contribuaient activement à leur communauté, mais qui ne jouaient pas un rôle important dans la conduite quotidienne du mouvement de grève. Le Comité citoyen et le gouvernement les ont fait convoquer devant des agents d'immigration dans l'intention de les faire expulser. Ils ont été ciblés parce qu'ils portaient des noms d'Europe de l'Est. Les autorités voulaient à tout prix rejeter la responsabilité de la grève sur des « ennemis étrangers ».

Résidences des dirigeants du mouvement de grève qui ont été arrêtés

Abram Albert (A. A.) Heaps, fourreur :
562, avenue Burrows (maison démolie)

William Ivens, pasteur de la Labor Church et journaliste :
309, avenue Inkster

John Queen, tonnelier :
317, avenue Alfred

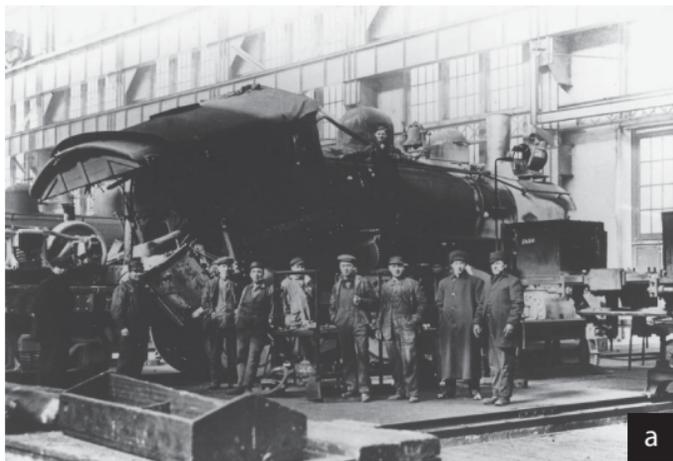
Robert Boyd (R. B.) Russell, machiniste :
1415, avenue Ross

Richard J. (Dick) Johns, machiniste :
256, rue Isabel (maison démolie)

George Armstrong, charpentier : **Rue Edmonton**

Roger E. Bray, boucher, ancien combattant et prêcheur méthodiste : **Quartier East Kildonan**

William Pritchard, charpentier, organisateur syndical qui vivait à Winnipeg au moment de la grève



a



b

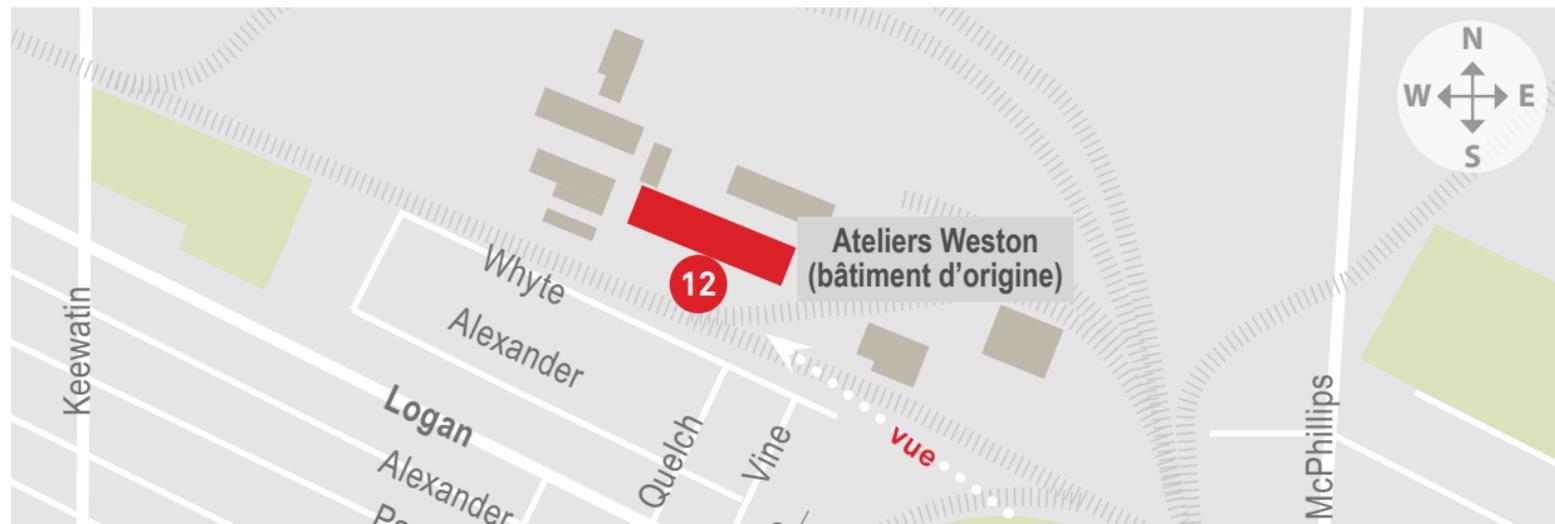


c

- a. Cheminots, v. 1920
Archives du Manitoba
- b. Ateliers Weston du
Canadien Pacifique
Archives du Manitoba
- c. Cheminots du Grand
Trunk Pacific Railway, v.
1915
Western Canada Pictorial Index
- d. Vue de Google Earth
Données cartographiques
©2019 Google



d



12 Ateliers Weston (chemin de fer Canadien Pacifique) et militantisme du mouvement ouvrier

Voir l'emplacement sur la carte A

En 1919, le chemin de fer Canadien Pacifique et le chemin de fer Canadien National emploient environ 10 000 travailleurs à Winnipeg et à Transcona tout près. Les opérations ferroviaires sont complexes et divers types de travailleurs qualifiés et encore beaucoup plus d'ouvriers non qualifiés sont nécessaires pour assurer l'entretien du système ferroviaire, faire rouler les trains et gérer le trafic des marchandises et des voyageurs qui passent par Winnipeg. Les ateliers Weston – l'un de plusieurs lieux de travail exploités par les compagnies ferroviaires dans la ville – ont à leur emploi des centaines de machinistes, mouleurs, plombiers, tuyauteurs et autres travailleurs qualifiés. Un grand nombre d'ouvriers spécialisés et non spécialisés y trouvent aussi du travail. Ces employés réparent les moteurs à vapeur, ainsi que les wagons à marchandises et les voitures à voyageurs. Ils forgent de l'acier pour fabriquer des rails et effectuent de nombreuses autres tâches essentielles à l'exploitation du chemin de fer. Il ne reste plus aujourd'hui que quelques



Take Logan Avenue to Electa Street. Turn north onto Electa. Turn right onto Gallagher Avenue. Follow Gallagher until it turns into Bawlf Street, turn left. You will find a parking lot at the end of Bawlf. From the parking lot walk north through the park (towards the tracks). The Weston Shops are to your left.

bâtiments d'origine.

Les longues heures de travail, l'environnement bruyant, les travaux salissants et les faibles salaires au sein de ces industries poussent les travailleurs qualifiés à créer 19 syndicats de métier différents avant la Première Guerre mondiale. Durant la guerre, ces syndicats forment le Metal Trades Council dans le but d'augmenter leur pouvoir de négociation avec le Canadien Pacifique. Toutefois, comme ces syndicats représentent des corps de métier déterminés, les ouvriers spécialisés et non spécialisés des ateliers ne sont pas syndiqués. R. B. Russell, Dick Johns et leurs sympathisants mettent en cause cette structure rigide et proposent de remplacer les syndicats de métier par un seul grand syndicat industriel qui représenterait tous les travailleurs des ateliers ferroviaires.

Au printemps 1919, Russell et Johns collaborent également avec d'autres dirigeants socialistes dans tout le Canada pour créer un gros syndicat, One Big Union. S'inscrivant dans le prolongement du modèle de syndicat industriel qui se développait dans les ateliers ferroviaires, l'OBU devait regrouper tous les travailleurs canadiens – indépendamment de leurs qualifications, de leur sexe, de leur race ou de leur ethnie – en un seul syndicat industriel. Russell, Johns et d'autres avaient contesté l'exclusion des travailleurs noirs de l'Association internationale des machinistes dans les années précédant la guerre. Cela pourrait expliquer pourquoi les membres du nouveau syndicat des employés des wagons-lits, entièrement composé de Noirs, votent à 67 contre 2 en faveur de la participation à la Grève générale de Winnipeg, selon le *Western Labor News* du 16 mai.



a

CARD OF MEMBERSHIP

ONE BIG UNION

**NATIONAL INDUSTRIAL UNION OF
THE DOMINION OF CANADA**

"Money is the Root of All Evil,"
saith the Lord.

I, the undersigned, do hereby declare
that, by the help of God, I will **STRIKE**
against the use of money at any time I
may be called upon.

Name

Address

Witness

"Come unto me, all ye that labor and are
heavy laden, and I will give you rest," saith
the Lord.

(To be Returned to Head Office)

b



c



d

- a. R. B. Russell, candidat du Parti travailliste indépendant, 1927
Mary Jordon, Survival, 1975
- b. Carte de membre du One Big Union, 1919
- c. Dessin de cour du procès de R.B. Russell, Winnipeg Free Press, 17 décembre 1919
Archives du Manitoba
- d. Résidence de R. B. Russell, v. 1985
Photo : Gerry Berkowski

RB (Bob) Russell

Lorsque des policiers sortent dans huit véhicules de police pour aller arrêter les meneurs du mouvement de grève générale tôt le matin du 17 juin, un d'entre eux s'arrête au 1415 de l'avenue Ross. Trois policiers armés entrent dans la maison, sortent Russell de son lit et l'accusent de complot dans le but de renverser le gouvernement. Pendant qu'il s'habille, les policiers font glisser des lettres et des notes qui se trouvent sur son pupitre dans un sac de jute. Ils confisquent des livres et des dossiers qui serviront de preuve lors de son procès. Avant l'aube, Russell et d'autres chefs syndicaux arrêtés sont transportés et incarcérés au pénitencier de Stony Mountain. Devant le soutien massif populaire en faveur de ces hommes, les autorités sont contraintes de les libérer sous caution trois jours plus tard.

Parmi les chefs du mouvement syndical de Winnipeg en 1919, Russell est celui que le gouvernement et le Comité citoyen craignent le plus. Le vaste soutien populaire dont il jouit au sein de la classe ouvrière de Winnipeg et sa stature

nationale en tant que socialiste et chef syndical forcent le respect, même de ses opposants. Russell n'a que 30 ans en 1919. De nombreux autres militants impliqués dans la grève ont à peu près le même âge.

Russell est arrivé à Winnipeg en 1911 en provenance de Glasgow. Machiniste compétent, il a vite trouvé un emploi dans les ateliers Weston du Canadien Pacifique. Il était un syndicaliste engagé. Son intelligence et son talent d'orateur l'ont vite propulsé à l'avant-scène de l'Association internationale des machinistes et du CMTW. De nombreux travailleurs devenaient plus militants en raison de la détérioration des conditions de travail et de la qualité de vie dans leurs quartiers. Russell et d'autres travailleurs qualifiés étaient particulièrement irrités par l'adoption de techniques de « gestion scientifique » par les employeurs et par l'utilisation de nouvelles technologies visant à affaiblir le pouvoir de contrôle qu'exerçaient traditionnellement les travailleurs dans les ateliers.

Russell fut aussi un membre actif du Parti socialiste du

Canada. En mars 1919, il fait partie de la délégation de Winnipeg qui se rend à la Western Labor Conference à Calgary où l'on réclame la création d'un seul gros syndicat, One Big Union. Russell contribue activement à la création de ce syndicat lorsque la grève générale est déclenchée en mai.

En novembre 1919, Russell est condamné à une peine de deux ans de prison pour sa participation dans la grève générale. C'est la plus longue peine d'emprisonnement imposée aux meneurs du mouvement de grève. La pression populaire conduit à sa libération anticipée en décembre 1920, après quoi il reprend ses activités de promotion de l'OBU. Il a joué son rôle de chef syndical que l'on a tenu en haute estime jusqu'à sa mort en 1964. En 1967, la province du Manitoba a reconnu officiellement sa contribution notable au mouvement syndical et nommé une école secondaire de formation professionnelle en son honneur, la R. B. Russell Vocational School.

Residential Crescentwood, Winnipeg, Man., Canada



a



b



d

a. Wellington Crescent, v. 1914

Archives du Manitoba

b. Domestiques employés dans l'une des résidences les plus cossues de Winnipeg, v. 1915

Archives du Manitoba

c. Chasse au renard, Charleswood, v. 1912

Archives du Manitoba

d. Joueuses de curling dans l'édifice de la chambre de commerce de Winnipeg, v. 1906

Archives du Manitoba

Crescentwood : le quartier des élites

Voir les emplacements sur la carte A

C'est un endroit « où l'on pouvait marcher, mais sur la pointe des pieds, regarder et regarder, mais ne jamais toucher, et ne jamais parler pour ne pas briser le silence feutré* ».

En 1900, l'expansion des entreprises et des industries dans les plus vieux quartiers résidentiels du centre-ville de Winnipeg incite de nombreux propriétaires fortunés à s'éloigner. Le quartier Crescentwood, au sud la rivière Assiniboine, représente un choix logique pour les gens à la recherche d'une solution de rechange au secteur situé au nord de l'Assiniboine et Broadway. La beauté de la zone riveraine densément boisée, décrite par les promoteurs comme un quartier tranquille, luxueux et peu peuplé, y attire ces familles nanties. La réglementation de la construction fait en sorte que seules des maisons de luxe pouvaient être construites sur les vastes terrains de la zone.

La rivière forme une barrière naturelle contre le bruit et la circulation du centre-ville. Le caractère insulaire du quartier est renforcé par des liens professionnels et ethniques. En 1919, Crescentwood compte des avocats, des marchands de grain, des banquiers et des industriels – les gens les plus fortunés et influents de Winnipeg qui siègent ensemble aux conseils d'administration des banques, des entreprises et des industries. Ils sont souvent élus conseillers municipaux. La majorité sont d'origine britannique. Ils ont leurs propres clubs sociaux, leurs écoles privées, leurs églises, leurs parcs et leurs magasins, et même une université tout près. La plupart participent activement à la répression de la grève générale. Le conseiller municipal A. J. Andrews est impliqué dans la planification de l'arrestation des meneurs du mouvement de grève, alors qu'Isaac Pitblado est le procureur lors de leurs procès. D'autres participent comme bénévoles au Comité citoyen.

Peu de travailleurs s'aventurent dans cette zone, outre les domestiques, les jardiniers et les autres employés qui y

travaillent. Toutefois, l'ambiance paisible de Crescentwood se détériore trois semaines après le début de la Grève générale. Le 5 juin, des membres de l'Association des vétérans de la Grande qui appuient la grève prennent la tête d'une grande manifestation de 4 000 grévistes qui traversent le pont Maryland et empruntent la Wellington Crescent. En chantant et en poussant des vivats, ils poursuivent leur marche vers le Palais législatif du Manitoba. Les résidents de Crescentwood auraient verrouillé leurs portes à double tour pour se protéger contre l'intrusion.

De nombreuses maisons dans ce quartier datent des années 1919. Sillonner la Wellington Crescent et d'autres rues comme Kingsway, Harvard et Yale, après avoir visité les quartiers ouvriers dans le North End, fait ressortir le contraste frappant entre la richesse et la pauvreté qui régnaient à Winnipeg à la fin de la Première Guerre mondiale.

* John Marlyn, *Under the Ribs of Death*, 1957, page 64.



a



c



b



d

a. Rencontre du Comité citoyen, 1919

Archives du Manitoba

b. Le général Ketchen (première rangée à droite) avec un groupe au Collège St. John's, 1919

Archives du Manitoba, Collection L.B. Foote

c. Assermentation des « agents spéciaux », 5 juin 1919

Archives du Manitoba

d. Femmes « bénévoles » travaillant dans une station-service du centre-ville, mai 1919

Archives du Manitoba, Collection L.B. Foote

13 Membres du Comité citoyen et leurs résidences

Le Comité citoyen est formé dès le déclenchement de la grève par des résidents de Winnipeg qui s'opposent à la position des syndicats. Présidé par A. K. Godfrey, ancien président de la chambre de commerce, et dirigé par des gens comme A. L. Crossin, courtier d'assurance, et J. E. Botterell, courtier en grains et membre de la chambre de commerce, le Comité citoyen annonce à grand renfort de publicité son intention de recourir à des bénévoles pour maintenir les services publics et d'autres services essentiels. Ce fut l'une de ses nombreuses fonctions durant la grève. Par l'entremise de son journal, *The Citizen*, le comité tente d'influencer l'opinion publique et faire valoir que les grèves de solidarité sont inutiles, onéreuses et pouvant potentiellement endommager les biens publics et privés. La grève générale y est dépeinte comme une révolution bolchevique menée par des agents révolutionnaires étrangers. Ces sentiments sont aussi exprimés par des résidents de Crescentwood comme

le conseiller municipal John K. Sparling et A. J. Andrews, avocat et membre influent du Comité citoyen. La position du Comité voulant que la ville ne négocie pas avec les grévistes a prédominance au conseil municipal.

Le Comité citoyen se fait très discret sur les noms de ses membres. Aucune liste officielle n'a jamais été publiée. La plupart sont des hommes dans la cinquantaine qui appartiennent aux élites économiques, politiques et sociales de la ville. Le Comité bénéficie du soutien de W. H. Cartier, le président de la chambre de commerce, et de son secrétaire W. B. Moore. L'association des épiciers du Manitoba, l'Association des manufacturiers du Canada, l'Association des marchands détaillants et de nombreuses autres organisations commerciales et professionnelles lui versent des contributions financières durant la grève.

Résidences des membres du Comité citoyen

Alfred Joseph Andrews, avocat :
749 Wellington Crescent (maison démolie)

John Esterbrooke Botterell, marchand :
254 Wellington Crescent

William Henry Carter, homme d'affaires :
251, avenue Harvard

Thomas Russ Deacon, propriétaire de Manitoba Bridge and Iron Works et maire de Winnipeg :
144, avenue Yale

Alvin Keyes Godfrey, marchand de grain :
144 Kingsway

Général Huntley Douglas Brodie Ketchen, officier et plus tard, politicien :
111, avenue Nassau

W. B. Moore, secrétaire de la chambre de commerce de Winnipeg :
785, avenue Dorchester

Isaac Pitblado, avocat :
523 Wellington Crescent



a



b



c

- a. Défilé « We Stand for 35,000 against 1,000 » de soldats de retour de la guerre favorables à la grève, 4 juin 1919

Bibliothèque et Archives Canada

- b. Police montée « spéciale » à l'angle de l'avenue Portage et de la rue Main, 10 juin 1919

Archives du Manitoba, Collection L. B. Foote

- c. « Agents spéciaux » en patrouille, 10 juin 1919

Archives du Manitoba, Collection L. B. Foote

- d. Défilé de soldats de retour de la guerre contre la grève, 4 juin 1919

Archives du Manitoba



d

Centre-ville de Winnipeg : théâtre du conflit

Voir les emplacements sur la carte B

Vers le milieu de la matinée du 15 mai, le CMTW déclenche une grève suivie par ses 12 000 membres, employés de magasins, de bureaux et d'usines de la ville. Une grève de solidarité avec les travailleurs syndiqués mobilise des milliers de travailleurs, hommes et femmes, non syndiqués. Winnipeg se retrouve complètement paralysée. Les services télégraphiques, téléphoniques, électriques et postaux sont suspendus, laissant la ville temporairement isolée du reste du monde. Même les policiers votent à 114 contre 11 en faveur de la grève. Bien qu'ils restent à leur poste à la demande du Comité de grève, le maire Gray les congédie en raison de leur solidarité avec les grévistes. Des « agents spéciaux » recrutés par le Comité citoyen les remplacent. Cette décision contribue à attiser la tension entre les grévistes d'une part et les employeurs et les autorités gouvernementales d'autre part.

Le centre de Winnipeg est un territoire chaudement disputé

au printemps de 1919. Le centre-ville abrite les permanences des principaux protagonistes – le Comité de grève et le Comité citoyen. Tous les jours, des foules composées de sympathisants et d'opposants à la grève défilent, manifestent et se bousculent. À la suite de rumeurs faisant état de l'évolution de la grève ou de l'arrivée des « agents spéciaux », des centaines de personnes descendent rapidement dans les rues. Le 10 juin, une manifestation de grévistes à l'angle de l'avenue Portage et de la rue Main contraint la ville à retirer les « agents spéciaux » et à ordonner à un groupe de policiers à cheval de regagner leur caserne. Plus tard, un conseiller opposé à la grève reconnaît que la présence des « agents spéciaux » devait servir à vérifier qui « contrôlait la rue ». Les deux parties semblaient déjà l'avoir compris. Cela mène finalement aux affrontements violents qui se produisent le 21 juin lors du « samedi sanglant ».

Sillonner le quartier de la Bourse aujourd'hui – dans l'est et dans l'ouest – c'est remonter le temps. C'est ici qu'ont eu lieu les manifestations, les rassemblements et les affrontements

les plus spectaculaires de la grève générale. Ce circuit propose les sites les plus importants du conflit, mais il y a beaucoup plus à explorer. Un nombre important de bâtiments datant de l'époque subsistent encore. Beaucoup ont été désignés comme des lieux historiques municipaux, provinciaux et nationaux. Des plaques interprétatives apposées sur les bâtiments ou installées tout près indiquent d'importants faits historiques. Une liste de sites Web connexes sur le patrimoine figure dans les références bibliographiques.



a



b



c

- a. Police montée aux casernes du Fort Osborne, 1919
Archives du Manitoba
- b. Tentes militaires, casernes du Fort Osborne, avec l'édifice du Palais législatif du Manitoba en construction en arrière-plan, 1919
Archives du Manitoba
- c. Manitoba Club, v. 1920
Bibliothèque et Archives Canada

14 Palais législatif du Manitoba

450 Broadway 

L'actuel Palais législatif du Manitoba a ouvert partiellement ses portes en 1919, mais la conduite de la plupart des affaires du gouvernement avait encore lieu à l'ancien Palais législatif situé tout près du côté est de la rue Kennedy. Le parcours des grands défilés de soldats de retour de la guerre, pour et contre la grève, passait devant ce site en empruntant Broadway. Le gouvernement provincial n'a pas joué un rôle majeur dans la grève générale. Le premier ministre Norris était réticent à l'idée d'interposer son gouvernement entre les grévistes et le Comité citoyen et entre le gouvernement fédéral et l'administration municipale. Après le « samedi sanglant », Norris rencontre finalement une délégation de grévistes. Il accepte de créer une commission royale d'enquête sur les conditions de travail et la grève générale. La décision a pour effet d'inciter le Comité de grève à y mettre fin.

Autre bâtiment remarquable : **Winnipeg Law Courts**,
391 Broadway 

15 Fort Osborne Barracks

Terrain du Palais législatif du Manitoba

Le 21 juin (« samedi sanglant »), le maire Gray rencontre le général Ketchen dans la caserne du Fort Osborne. Gray ordonne au général de rassembler tous les soldats disponibles – basés au Fort Osborne et au manège militaire Minto (969, avenue St. Mathews) – pour faire respecter sa proclamation interdisant les défilés dans les rues. Une foule s'était massée sur la rue Main pour regarder un défilé de soldats de retour de la guerre favorables à la grève. Ketchen obéit sur-le-champ et il déploie des soldats du Royal Winnipeg Rifles, des Winnipeg Grenadiers, de la Winnipeg Light Infantry et du Queen's Own Cameron Highlanders pour patrouiller les rues.

Les événements du « samedi sanglant » font suite à cette intervention par les militaires et des agents de la Police montée du Nord-Ouest. Ce fut l'une des rares occasions dans l'histoire du Canada où des soldats ont été déployés pour occuper une ville canadienne et maintenir l'ordre chez la population.

16 Broadway et le Manitoba Club

194 Broadway 

Le quartier Broadway traverse une période de transition en 1919. De nombreux résidents avaient déjà déménagé à Crescentwood, mais Broadway était prisé par des médecins, des avocats, des banquiers et des hommes d'affaires fortunés qui travaillent dans le centre-ville.

Le Manitoba Club est un club sélect, réservé aux hommes de l'élite anglo-saxonne. Les dirigeants les plus influents du milieu des affaires et de la politique s'y réunissent. Le club sert aussi de lieu de rencontre privé, mais officieux, pour le Comité citoyen en 1919.

Les dirigeants syndicaux, Helen Armstrong et John Queen, ont été incarcérés à la prison de la rue Vaughn tout près durant la grève. La prison et les tribunaux ont joué un rôle important dans les procès qui se sont instruits après la grève.

Autre bâtiment remarquable : **Vaughn Street Jail**, 444, avenue York
à l'angle du boulevard Memorial 



a. James Street Labor Temple, quartier général du Comité de grève
Archives du Manitoba

b. Salle de réunion no 10, James Street Labor Temple
Section 343, Fraternité unie des charpentiers et menuisiers

17 Le James Street Labor Temple – permanence de la grève 165, avenue James à l'angle de la rue Louise

Le James Street Labor Temple constituait l'hôtel de ville du mouvement syndical. Il était situé dans le pâté de maisons où se trouve aujourd'hui le Manitoba Museum. Les sections locales des syndicaux louaient des salles dans ce bâtiment qui abritait les bureaux du CMTW. Helen Armstrong y avait aussi un bureau à titre de présidente de la Ligue ouvrière féminine. Au début de mai en 1919, le Conseil des métiers du bâtiment demande l'aide du CMTW dans les négociations avec leurs employeurs. Il ne sera pas déçu..

Le 13 mai, le Western Labor News rapporte que « [...] c'est la première fois de toute l'histoire de Winnipeg qu'une telle réunion du Conseil des métiers a lieu. Elle fut empreinte de tension, d'une énergie électrisante et de détermination. Une masse grouillante de syndicalistes, hommes et femmes, s'y

était entassée. Ils ont retenu leur souffle [...] » lorsque le CMTW a annoncé les résultats du vote en vue d'une grève de solidarité de tous les travailleurs municipaux : « [...] plus de 11 000 ont voté pour la grève, seulement 500 ont voté contre. La foule pousse des acclamations. Il est décidé à l'unanimité dans le plus grand enthousiasme de déclencher la grève le jeudi 15 mai à 11 heures.

Trois cents membres sont ensuite élus au Comité général de grève, à partir desquels les 15 membres du Comité central de grève. Ce comité plus restreint se réunit tous les jours au Labor Temple tout au long de la grève. C'est lui qui autorise les travailleurs des services essentiels comme le service de police à continuer à travailler et il délivre aux dépanneurs dans le North End des affiches sur lesquelles on pouvait lire « Avec l'autorisation du Comité de grève » pour qu'ils fournissent aux grévistes des produits de base comme du lait et du pain. Le maire Gray et le Comité citoyen soutiennent que ces affiches constituent une usurpation du pouvoir de l'autorité institutionnelle par les grévistes. Le 17 juin, la police

fait une descente dans le bâtiment et fracasse des fenêtres, des portes et des meubles. Les bureaux des syndicats sont saccagés et des documents saisis.

Ce fut une période éprouvante, mais exaltante pour les meneurs du mouvement de grève. Chaque jour commence par une discussion « [...] le matin, sur l'impact de la grève, comportant un tour d'horizon de la situation [et...] une heure est consacrée aux affaires courantes du Comité [...] ». L'après-midi, ils sortent « [...] pour s'adresser aux foules qui attendent et leur communiquer les nouvelles disponibles ». Le Comité se réunit jusqu'à 18 heures et ensuite ses membres se dispersent encore une fois « [...] dans toutes les directions, aussi bien dans la ville qu'à l'extérieur, pour s'adresser à d'autres foules qui attendent; ils reviennent pour se réunir encore une fois jusqu'aux petites heures du matin [...] » pour ensuite finalement « rentrer chez eux, épuisés* ».

* *Western Labor News*, mai 1919



a

LABOR CHURCH

AS USUAL—SUNDAY, 7. P.M.

Victoria Park. Speakers:

J. S. Woodsworth, F. J. Dixon and Ald. Robinson.

Music.

MEETINGS FOR SATURDAY, JUNE 21.

Victoria Park	3.00 p.m.
St. James Park	7.30 p.m.
Lord Selkirk School	7.30 p.m.
Salisbury School E. K.	7.30 p.m.
St. James Park (Home St.) ..	7.30 p.m.
Central Park	7.30 p.m.
Lord Roberts School	7.30 p.m.
Principal Sparling School ..	7.30
St. Mary's Road (Guay Ave.) ..	7.30

b



c

- a. R. E. Bray, meneur des anciens combattants favorables à la grève, 13 juin 1919

Archives du Manitoba, Collection L. B. Foote

- b. Avis de la Labor Church, Western Labor News, juin 1919

Archives du Manitoba

- c. Femmes et hommes au parc Victoria, juin 1919

Archives du Manitoba

- d. Carte de l'assurance-incendie montrant le parc Victoria bordant la rivière Rouge, v. 1919

Fire Fighters Historical Museum of Winnipeg, Inc.

18 Parc Victoria – « Parc de la Liberté »

Voir l'emplacement sur la carte

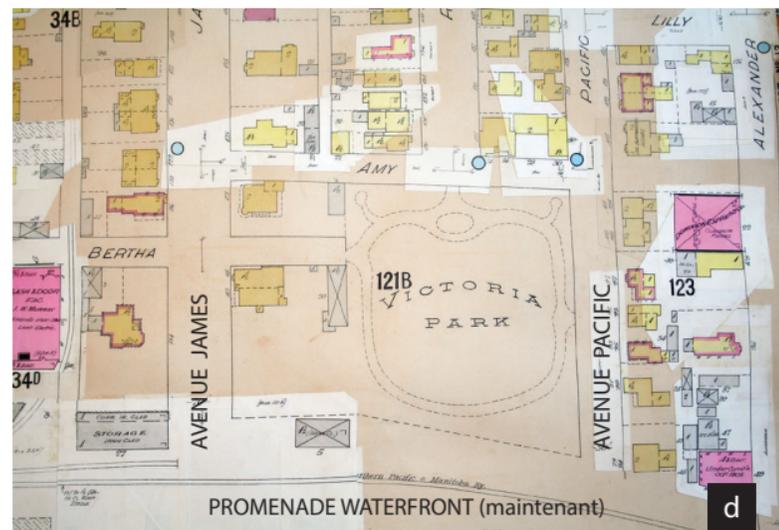
« Grand rassemblement dans le parc Victoria* »

Le James Street Labor Temple est trop petit pour accueillir les milliers de grévistes et leurs sympathisants qui se rassemblent régulièrement pour obtenir de l'information sur la grève. Donc, de grands rassemblements sont organisés dans le parc Victoria, situé à proximité au sud de l'avenue Pacific, près de la rivière Rouge. Le parc Victoria et le James Street Labor Temple sont le centre névralgique de la grève générale. C'est dans ces lieux que les décisions les plus cruciales sont prises. Des idéaux de démocratie participative sont omniprésents au sein de la classe ouvrière de Winnipeg au printemps de 1919.

Le 25 mai, dans le parc Victoria, 5 000 grévistes rejettent l'ultimatum du gouvernement fédéral exigeant que les travailleurs des services téléphoniques et postaux et les pompiers retournent au travail. Deux semaines plus tard, le maire Gray s'adresse à une foule dans le parc où il trouve «

un auditoire attentif » lorsqu'il informe les grévistes que les défilés dans les rues de la ville doivent cesser. La déclaration du maire n'est pas considérée comme étant mal venue par les meneurs du mouvement de grève qui supplient les grévistes et les anciens combattants de ne pas organiser de grands rassemblements autres que ceux dans le parc Victoria. Ils craignent que les groupes opposés à la grève ne profitent de ces manifestations pour attiser la violence. Ces avertissements présagent les événements du « samedi sanglant ».

La nouvelle Labor Church fait partie intégrante des événements du parc Victoria. Williams Ivens, un pasteur méthodiste qui jouissait d'une grande popularité au sein du mouvement syndical parce qu'il prônait le pacifisme et organisait des campagnes contre la conscription, s'en est fait le champion. Préconisant le socialisme chrétien radical, Ivens jouit d'un tel respect au sein du monde syndical qu'il est nommé rédacteur en chef du Western Labor News, la voix du mouvement syndical durant la grève. Ivens, A. E. Smith de Brandon et plusieurs autres pasteurs un peu plus circonspects comme J. S. Wordsworth réclament une église populaire.



Les travailleurs renomment le parc Victoria pour l'appeler « Parc de la Liberté », convaincus que leurs objectifs visent au-delà des questions immédiates du jour pour inclure des rêves d'égalité, de justice sociale et d'une démocratie populaire.

* *The Strikers Own History*, page 70.



- a. Intérieur du théâtre Walker
Archives du Manitoba
- b. Édifice de la chambre de commerce de Winnipeg, quartier général du Comité citoyen, 1919
Archives du Manitoba, Collection L. B. Foote
- c. Édifice Telegram, 1903
Archives du Manitoba

19 Le théâtre Walker (Burton Cummings Theatre) 364, rue Smith 🏛️

L'esprit de l'OBU et de la révolution russe souffle de la scène du théâtre Walker le dimanche après-midi du 22 décembre 1918. Le Parti socialiste du Canada y a organisé un grand rassemblement. Pouvant accueillir 2 000 personnes, la salle est bondée des membres du parti et d'autres radicaux politiques. C'est un auditoire de gauche et remarquablement hétérogène sur le plan culturel, avec des travailleurs d'origine anglaise, polonaise, ukrainienne, hongroise, juive, russe et autres. Dans des discours enthousiasmants, des socialistes très en vue comme R. B. Russell, Dick Johns, George Armstrong, William Ivens, Fred Dixon et Sam Blumenberg dénoncent l'inégalité de la société canadienne. Ils réclament la libération de militants syndicaux détenus pendant la guerre et l'abolition de tous les pouvoirs d'exception que le gouvernement s'était octroyés en temps de guerre. Certains d'entre eux parlent de la révolution russe en termes

élogieux et exigent que le gouvernement fédéral interrompe l'aide militaire aux pays qui s'y opposent. D'autres orateurs prédisent la fin du capitalisme et l'établissement d'un nouvel ordre social. Toutefois, peu de participants à cette réunion ou d'habitants des quartiers ouvriers de la ville prônaient que le Canada s'engage dans un processus de réforme comme celui de la Russie. Ils croyaient que leurs visions d'égalité et de justice sociale se concrétiseraient par un mouvement de masse politique, reposant sur des assistes démocratiques et profondément ancré dans leurs collectivités.

20 Édifice de la chambre de commerce de Winnipeg (Édifice fédéral ou « Victory ») 269, rue Main 🏛️

L'Édifice fédéral d'aujourd'hui a été construit sur le site de l'ancien Winnipeg Industrial Bureau Exposition Building qui abritait la chambre de commerce de Winnipeg. En 1919, c'est là que se trouvent la permanence du Comité citoyen et le siège de son journal, The Citizen. Une grande enseigne

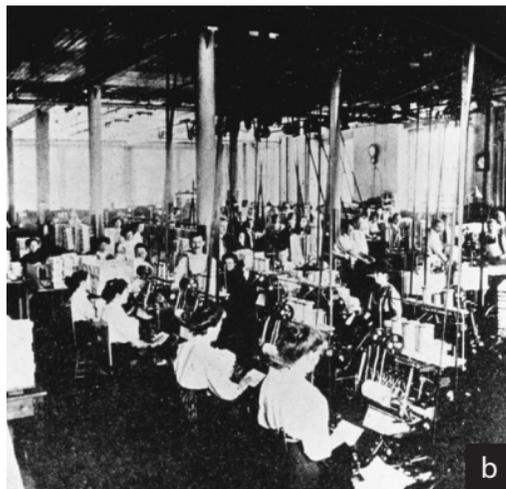
avait été accrochée au-dessus de l'entrée de l'édifice par le Comité citoyen, déclarant qu'il y avait installé sa permanence. Le 3 juin, lors d'une manifestation favorable à la grève qui se tient devant l'édifice, un important groupe d'anciens combattants en colère l'arrachent.

21 Immeuble Telegram 70, rue Albert 🏛️

Cet immeuble abritait le Telegram de Winnipeg, un quotidien qui, à l'instar du Free Press et du Tribune, s'était associé au Comité citoyen pour condamner la grève générale qu'il qualifiait de folle tentative délibérée et criminelle de faire la révolution. Le Telegram accompagnait ses reportages sur la grève de nouvelles à sensation sur la révolution russe pour susciter une crainte du communisme à Winnipeg. Le Telegram et d'autres journaux commerciaux déclarèrent que la grève était une révolution menée par des agitateurs étrangers. En fait, les principaux meneurs du mouvement de grève étaient des syndicalistes bien connus d'origine britannique.



a



b



c



d

- a. Femme devant un chariot de livraison de lait, v. 1910
Archives du Manitoba
- b. Femmes dans l'atelier de reliure d'Eaton, début du 20e siècle
Western Canada Pictorial Index
- c. Buandières à la St. Mary's Academy, début du 20e siècle
Archives du Manitoba, Collection L. B. Foote
- d. Foule assemblée à l'angle de Portage et Main, juin 1919
Winnipeg Free Press Archives

Les femmes dans le milieu de travail, au foyer et dans la collectivité

La participation des femmes s'avérera indispensable à la grève générale. C'est une première expérience syndicale pour beaucoup d'entre elles. Selon les statistiques, de nombreuses femmes, sinon la plupart, ne reçoivent pas un salaire de subsistance. Pourtant, les téléphonistes quittent leurs centrales téléphoniques quatre heures avant le début officiel de la Grève générale. Les travailleuses du vêtement, les commis de vente au détail et en gros, les serveuses, les blanchisseuses, les relieuses, les femmes de ménage, les travailleuses de la boulangerie et de la confiserie ont toutes voté en faveur de la grève. Des centaines de femmes dans les boulangeries et les pâtisseries de la ville se mettent en grève et participent à des rassemblements et à des manifestations. Cinq cents employées d'Eaton dressent un piquet de grève devant ce grand magasin achalandé. Les femmes grévistes harcèlent celles que les journaux commerciaux avaient embauchées pour remplacer les vendeurs de journaux

en grève. Des femmes sont membres du Comité de grève générale et prennent part aux réunions dans le James Street Labor Temple et le parc Victoria. Elles participent à des rassemblements et à des manifestations. Elles sont nombreuses au centre-ville lors du « samedi sanglant ».

Les femmes au foyer, dont les filles, les fils, les maris et d'autres membres de la famille sont en grève, sont confrontées à des difficultés particulières pour s'occuper de leur ménage. Peu de grévistes reçoivent des indemnités de grève et la plupart des familles n'ont que très peu d'économies dans lesquelles puiser pendant la grève. Ces femmes font des pieds et des mains pour acheter des vivres et d'autres produits de première nécessité. Beaucoup d'entre elles trouvent aussi le temps de soutenir la grève en prenant part à des réunions et à des rassemblements.

La Ligue ouvrière féminine dépend des femmes de la communauté pour assurer son leadership et l'organisation de ses activités. Malheureusement, leur travail dans l'ensemble

n'a pas été consigné et on sait peu de choses sur elles. Les histoires des femmes qui ne parlaient pas anglais sont particulièrement difficiles à trouver. Toutefois, comme les grévistes eux-mêmes l'ont déclaré, la débrouillardise, l'engagement et le militantisme des femmes ont été des éléments essentiels de cette lutte collective. C'est la même bienveillance et créativité, dont elles avaient fait preuve lors de l'épidémie de grippe et dans le soutien exceptionnel qu'elles avaient apporté aux soldats à l'étranger pendant la guerre, que ce soit les colis de réconfort envoyés à leurs êtres chers ou leur opposition à la conscription.



a. Helen Armstrong, v. 1910
Collection personnelle de Sharon Barrick

b. Katherine Ross Queen (1885-1934)
Portrait par J. Shelsy, 1935
Huile sur toile, 55,88 x 71,12 cm
Collection personnelle Joy (Queen-Hughes)
Hodgkinson et John Hodgkinson

c. Edith Hancox, v. 1914
Collection personnelle Edith Danna, avec l'aimable
autorisation de David Thompson

Helen Armstrong

Helen Armstrong semble omniprésente durant la grève générale. Elle organise des activités et des mobilisations pour soutenir la cause syndicale dès les premiers jours de la grève jusqu'à sa fin. Par la suite, elle épaula le comité de soutien des chefs syndicaux arrêtés. Armstrong défendait farouchement les droits des femmes au travail et au foyer. Avant la Première Guerre mondiale, elle œuvrait déjà à la syndicalisation des femmes qui travaillaient dans le commerce de détail et en usine et elle militait pour l'amélioration de la sécurité au travail. Elle mena une campagne fructueuse visant la reconnaissance du droit à une allocation maternelle, pour satisfaire des besoins essentiels, particulièrement pour les veuves et leurs enfants. Elle défendait le droit de vote des femmes. Toutefois, elle s'est tenue loin des suffragettes de la classe moyenne, comme Nellie McClung, qui s'opposaient au syndicalisme, souvent à l'immigration, et qui justifiaient la conscription et la prohibition. Helen Armstrong est arrêtée par la police plus souvent que n'importe quelle autre personne durant la grève générale. Elle est accusée

d'intimider des briseurs de grève à l'entrée des usines, devant des commerces de détail, et au coin des rues où ils vendaient des journaux commerciaux. Elle encourage des femmes militantes en colère à bloquer l'accès à leurs quartiers aux véhicules de livraison qui ne sont pas munis d'une carte d'autorisation du Comité de grève. Armstrong a été chef de la section locale de Ligue ouvrière féminine et membre du Comité central de grève à titre de représentante de la Ligue. Elle figure parmi les rares femmes à prendre part au congrès de fondation du One Big Union.

Edith Hancox

Edith Hancox était une autre fervente militante du droit des femmes à Winnipeg. Elle s'occupait déjà de la syndicalisation des femmes avant la Grève générale et elle s'y est consacrée longtemps après jusque dans les années 1930. Fidèle défenseuse de la Labor Church, avec William Ivens, Hancox aurait été la seule femme à prendre la parole devant un grand rassemblement dans le parc Victoria. Elle a été candidate à l'élection de la commission scolaire en 1919, elle s'est

réclamée ouvertement du communisme des années 1920, et elle a travaillé à la mobilisation des chômeurs dans les années 1930.

Katherine Queen

Katherine Queen a combattu aux côtés de ces femmes. Ensemble, elles ont lutté contre la conscription et dirigé la Ligue ouvrière féminine pendant les mois décisifs de la grève. Queen remplacera Armstrong au poste de présidente de la Ligue après la grève générale, donnant à l'organisme une orientation plus politique. Elle milite pour l'ouverture de cliniques de contrôle de naissance, l'égalité d'accès à l'emploi et des salaires pour les femmes. À son décès en 1933, une nombreuse foule de militants syndicaux a assisté à ses funérailles et son cercueil a été drapé d'un drapeau rouge.

WOMEN AROUSED

Mrs. Helen Armstrong,
Secretary, Labor Women's League,
Labor Temple, Winnipeg, Man.

Resolution passed by Labor Women's Council,
Calgary: We send congratulations to the wives of
men sent to Stony Mountain. All Labor is deeply
grateful for their sacrifices, and we will do all in our
power to help.

Mary S. Corse,
President, Calgary.

"Women Aroused",
The Western Labor News, June 20, 1919.
Courtesy: Provincial Archives Manitoba

NOTICE

The Working Women of Elmwood have decided
at a meeting yesterday, 19th inst., in Wellwood's
Box Factory, to start a branch of the Women's
Labor League.

They appointed a committee to meet the officials
of the Women's Labor League to make the necessary
arrangements for opening same in Elmwood. There
were seventy ladies present.

A meeting is called for tomorrow afternoon (Sat-
urday) at 2.30, for organizing purposes and other
business.

WOMEN'S MEETING

Weston Park, Saturday evening, at 7.30 p.m., to
form relief committee for Weston and Brooklands.
Also to discuss what we women can do in this
present crisis to aid and uphold our men.

"Women's Meeting",
The Western Labor News, June 21, 1919.
Courtesy: Provincial Archives Manitoba

WOMEN'S LABOR LEAGUE

At the Labor Temple Cafe, corner of Rupert and
Main street. Some of the members of the league are
working hard to provide free meals for the girls who
are on strike. They are assisted by many sympathiz-
ers. An invitation is hereby given to any girl on
strike, or woman who is in need through the strike, to
come where they will be welcomed and provided with
free meals during the strike.

"Women's Labor League",
The Western Labor News, June 3, 1919.
Courtesy: Provincial Archives Manitoba

"Notice",
The Western Labor News, June 21, 1919.
Courtesy: Provincial Archives Manitoba

**NO NEED TO HUNGER**

The Women's Labor League is doing splendid
work through their restaurant adjoining the Strath-
cona Hotel. Hundreds of free meals are supplied there
daily. No one need want.

This institution is receiving fine financial support
from individuals and organizations and is well able
to carry on.

Strikers, get your meals at the Labor League
Restaurant. If you can pay for them do so. If you
can't you are welcome.

This is the biggest thing in town today.—Real
Brotherhood.

- a. Annonces de la Ligue ouvrière féminine,
Western Labor News, 3 et 21 juin 1919
Archives du Manitoba
- b. Membres de la Ligue ouvrière féminine
préparant des colis de secours à l'intention des
familles des mineurs en grève de Nouvelle-
Écosse, v. 1925
Archives du Manitoba
- c. « No Need to Hunger », Western Labor News,
1919
Archives du Manitoba

22 La Ligue féminine ouvrière et le Labor Café (Hôtel Royal Albert Arms) 48, rue Albert

Ligue féminine ouvrière

La section locale de la Ligue féminine ouvrière fournit aux femmes un encadrement et un soutien indispensables dans les mois qui précèdent la Grève générale et durant cette grève. Elle encourage les femmes à y prendre part et à aider les familles dans le besoin à manger et à payer leur loyer. Durant les procès des meneurs du mouvement de grève, la Ligue organise des mobilisations pour obtenir la libération des accusés et elle recueille des fonds pour leur défense.

Helen Armstrong, Katherine Queen, Gertrude Puttee, Lynn Flett et une certaine Madame Webb ont joué des rôles de premier plan au sein de la Ligue. Bien d'autres femmes, dont l'histoire reste dans l'ombre, s'y sont investies pour en faire un organisme dynamique. La Ligue soutient des femmes syndiquées, mais elle consacre beaucoup d'énergie

à syndiquer les téléphonistes, les commis du commerce au détail et bon nombre d'autres travailleuses non syndiquées. Trois membres de la Ligue siègent au CMTW et au Comité central de grève. La Ligue organise des mobilisations pour obtenir le salaire minimum et des allocations familiales, pour l'égalité d'accès à l'emploi et des salaires pour les femmes et pour l'ouverture de cliniques de contrôle de naissance. Au début des années 1920, la section locale de la Ligue envoie des colis de secours aux membres de la Ligue en Nouvelle-Écosse pour soutenir les mineurs de charbon en grève. La Ligue s'est dissoute dans les années qui ont suivi, les femmes tournant leur attention vers l'action politique.

Le Labor Café

Le Labor Café ouvert par la Ligue féminine ouvrière durant la Grève générale témoigne de l'incroyable solidarité qui unit les travailleuses et les travailleurs de Winnipeg en 1919. De nombreuses femmes – surtout les jeunes grévistes – reçoivent très peu d'aide. Elles ne reçoivent pas d'indemnités de grève et leurs épargnes sont faibles ou inexistantes. Le Labor

Café sert des repas gratuits à des milliers de femmes, leur distribuant de la soupe et des sandwichs préparés par des bénévoles dans la cuisine ou offerts par des femmes du milieu ouvrier. Les hommes qui dressent des piquets de grève au centre-ville ou ceux qui n'ont pas d'autres formes de soutien peuvent aussi y prendre un repas. William Ivens amasse 4 500 \$ pour la cuisine par l'entremise la Labor Church. D'autres grévistes – femmes et hommes – récoltent aussi des fonds pour soutenir le Café.

Le Labor Café a été ouvert dans un premier temps à l'hôtel Strathcona (567, rue Main à l'angle de l'avenue Rupert); il a ensuite été déménagé à l'hôtel Oxford (216, avenue Notre Dame) pour s'installer finalement dans l'hôtel Royal Albert Arms, plus spacieux.



a



b



c



d

- a. Police montée qui charge une foule sur l'avenue William, 21 juin 1919
Archives du Manitoba, Collection L. B. Foote
- b. « Agents spéciaux » armés de matraques sur la rue Main devant un tramway en feu, 21 juin 1919
Archives du Manitoba, Collection L. B. Foote
- c. « Agents spéciaux » qui aspergent une foule assemblée devant l'édifice de la Banque de Montréal à l'angle Portage et Main, 21 juin 1919
Archives du Manitoba, Collection L. B. Foote
- d. Camions du Corps royal de l'intendance de l'Armée canadienne, avec soldats armés de mitraillettes Lewis, en patrouille dans les rues de Winnipeg, 21 juin 1919
Archives du Manitoba

23 « Samedi sanglant »

Hôtel de ville de Winnipeg, rue Main et avenue William

« Le 21 juin, sombre chapitre de l'histoire du Canada [...] »* ». Le matin du 21 juin, d'anciens combattants favorables à la grève se rassemblent devant l'hôtel de ville. Ils avaient prévu un « défilé silencieux » pour protester contre l'arrestation des meneurs du mouvement de grève, défiant ainsi l'interdiction de manifester prononcée par le maire. Une foule immense se masse pour regarder le défilé.

Le maire Gray, informé par des fonctionnaires pris de panique que la situation devant l'hôtel de ville est « hors de contrôle », ordonne à la Police montée du Nord-Ouest et aux militaires de descendre dans la rue. À 14 h 30, 54 policiers à cheval et 36 hommes à bord de camions sont alignés sur la rue Main, direction nord, à l'intersection de l'avenue Portage. Pendant ce temps, un tramway se dirige vers le sud de la rue Main à partir du nord vers la foule. Les manifestants croient que ce sont des bénévoles du Comité citoyen qui le conduisent. Ils poussent le tramway et le font dérailler, brisent les fenêtres et y mettent le feu.

Les policiers procèdent à cheval en direction nord sur la rue Main à partir de l'avenue Portage. Ils portent leur uniforme rouge caractéristique, mais quelques cavaliers près de la fin de la file portent l'uniforme militaire. La présence de ces soldats rend furieux les anciens combattants favorables à la grève qui les huent et les conspuent. Les policiers font demi-tour près de l'hôtel de ville pour se diriger au sud de la rue Main vers leur point de départ. On les bombarde de pierres et de briques. Le maire Gray lit la Loi contre les émeutes et ordonne aux manifestants de se disperser dans les 30 minutes.

Les policiers montent vers le nord puis se retournent vers le sud pour charger les manifestants, matraque à la main. La deuxième charge policière est rapidement suivie d'une troisième. Cette fois-ci, les policiers ont une matraque dans une main et un revolver dans l'autre. La foule se recule pour les laisser passer, mais ces derniers se tournent subitement vers la foule à l'angle de la rue Main et de l'avenue William. Des coups de feu sont tirés. Plusieurs personnes sont blessées et tombent. Steve Schezerbanowes, un vieillard qui observait ce qui se passait, est atteint par les balles de la police. Il décédera plus tard de ses blessures. La cavalerie fait le tour

de l'hôtel de ville pour resurgir sur la rue Main à l'angle de l'avenue James. Elle se dirige encore une fois vers le sud sur la rue Main, revolver à la main. Mike Sokolowski (Sokolowski) qui, selon la police, lançait une brique est tué par balle.

Deux cents « agents spéciaux » sortent du poste de police de la rue Rupert pour mettre en place un cordon de sécurité autour de la rue Main. La foule se disperse et cherche refuge dans les ruelles. Les « agents spéciaux » la poursuivent. Ils acculent plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants dans la ruelle entre l'avenue Market et l'avenue James et les attaquent avec des matraques et d'autres armes. La foule se défend avec des briques et des bouteilles et à poings nus. Dans une dizaine de minutes, 27 personnes sont blessées. La police, les militaires et les agents spéciaux commencent ensuite à ratisser les rues du centre-ville.

* *Strike Bulletin*, 23 juin 1919



a



b



c

a. « Prison Bars Cannot Confine Ideas » – travailleurs de Winnipeg protestant contre les procès des meneurs de grève, fête du Travail, septembre 1919
Bibliothèque et Archives Canada

b. Affiche de la campagne pour l'élection provinciale au Manitoba, v. 1941
Archives du Manitoba

c. « Their Sentence is Our Sentence » – Manifestants à la fête du Travail, septembre 1919. La pancarte en arrière-plan proclame « Those Who Are Not With Us ... »
Bibliothèque et Archives Canada

Les suites de la Grève générale de Winnipeg

« [...] ainsi s'est terminée la Grève générale de 1919 lorsque toutes les forces du capitalisme, de l'église et l'État se sont associées pour bloquer la voie du progrès* ». * The strikers' own history, page 216

Craignant davantage de violence, une délégation du Comité de grève rencontre le premier ministre Norris le soir du « samedi sanglant ». Ils conviennent de mettre fin à la grève si le premier ministre met en place une commission royale d'enquête sur les conditions de travail locales. Le Comité citoyen veut écraser le mouvement syndical et incite Norris à refuser l'offre syndicale, mais il l'accepte et la grève prend fin officiellement le 26 juin.

Le Comité citoyen continuera à punir les grévistes longtemps après la fin de la grève. De nombreux travailleurs se voient refuser des emplois. R. B. Russell, Richard Johns et d'autres employés des ateliers Weston n'y ont plus jamais travaillé. Des syndicalistes bien connus, femmes et hommes, sont inscrits à une liste noire les empêchant de trouver un emploi dans la ville. Des policiers sont renvoyés, tout comme de nombreux

pompier. Le magasin Eaton et d'autres commerçants au détail refusent de réembaucher les femmes grévistes. Des téléphonistes et des employés du gouvernement sont licenciés.

Malgré ces revers, bien des gens ne considèrent pas la Grève générale comme un échec. Ils se sentent inspirés par la solidarité qui s'est exprimée tout au long du printemps de 1919. Des préjugés ethniques et l'inégalité entre les sexes, bien que toujours présents, avaient cédé la place à une plus grande cohésion sociale au sein de la classe ouvrière. La Grève générale avait été une lutte collective. Sans une telle cohésion, les dirigeants syndicaux n'auraient pas pu déclencher une grève ni la faire durer six longues semaines devant une opposition aussi farouche.

Les travailleurs n'abandonnent cependant pas la lutte. Un Comité de défense des travailleurs organise des réunions locales et envoie des délégués prendre la parole partout au pays pour recueillir des fonds en vue des procès à venir. Huit mille sympathisants prennent part à un grand défilé à Winnipeg en septembre. Helen Armstrong conduit une importante délégation de la Ligue ouvrière féminine défilant

sur deux chars, dont l'un est décoré des figures de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Les procès des meneurs du mouvement de grève débutent en décembre 1919. La cour condamne Russell à deux ans de prison, cinq autres à un an et un à six mois. Trois sont acquittés. Si les travailleurs avaient encore besoin de preuves que les lois et les tribunaux de l'époque ne leur étaient pas favorables, les procès des chefs syndicaux et les audiences d'immigration des travailleurs juifs et autres travailleurs « étrangers » le confirment.

Les travailleurs reconnaissent que la lutte pour l'égalité sociale, y compris la négociation collective, doit continuer dans la sphère politique, ce qu'ils font avec un succès remarquable. Aux élections municipales de novembre, la représentation du secteur syndical passe de cinq à sept conseillers. Aux élections provinciales de 1920, le secteur syndical envoie 11 députés à l'Assemblée législative. Quatre des élus sont des meneurs du mouvement de grève, dont trois étaient toujours en prison. J. S. Woodsworth, arrêté pour avoir pris part à la grève, est élu député à la Chambre des communes un an plus tard.

Références bibliographiques

Lewycky, Dennis. *Magnificent Fight : The Winnipeg General Strike*, Winnipeg, 2019.

The Graphic History Collective et David Lester. *1919: A Graphic History of the Winnipeg General Strike*, Toronto, 2019.

Penner, Norman. *Winnipeg 1919: The strikers' own history of the Winnipeg General Strike*, Toronto, 1975, 2019.

Perry, Adele. *Aqueduct: Colonialism, Resources and the Histories We Remember*, Winnipeg, 2016. (Cet ouvrage met l'accent sur les effets persistants du colonialisme et du racisme sur les travailleurs autochtones dans la région de Winnipeg, vers 1919).

Kramer, R. et T. Mitchell. *When the State Trembled: How A.J. Andrews and the Citizens' Committee Broke the Winnipeg General Strike*, Toronto, 2010.

Jones, Esyllt. *Influenza 1918: Disease, Death, and Struggle in Winnipeg*, Toronto, 2007.

Heron, Craig, dir. *The Workers' Revolt in Canada, 1917-1925*, Toronto, 1998.

Gutkin, Harry et Mildred Gutkin, *Profiles in Dissent: The Shaping of Radical Thought in the Canadian West*, Edmonton, 1997.

Bercuson, David. *Confrontation at Winnipeg: Labour, Industrial Relations, and the Winnipeg General Strike*, Montréal, 1974.

Masters, D. C. *The Winnipeg General Strike*, Toronto, 1973.



Monument représentant le tramway du « samedi sanglant »

Bernie Miller, Noam Gonick (Winnipeg)
Situé à l'angle de l'avenue Market et de la rue Main (2019)



indique un édifice du patrimoine.

Pour plus de renseignements sur les sites patrimoniaux énumérés dans cette brochure, veuillez consulter les sites Web de Heritage Winnipeg et de la Direction des ressources historiques du ministère du Sport, de la Culture et du Patrimoine du Manitoba.



Marquise de Winnipeg de 1919 : Monument commémorant la Grève générale de Winnipeg

Monteyne Architecture Works Inc. (Winnipeg)
Situé à l'angle de la rue Lily et de l'avenue Market (2017)
Photo : Lindsay Reid